

## sem25-18

vallée.....	2
Affiche : En lutte contre les frontières !.....	2
Drome.....	3
Solérieux (Drôme) : Des engins de chantier vandalisés.....	3
zad.....	3
Lettre ouverte à Hervé Gerbi, avocat de personnes mutilées par des tirs de police.....	3
bure.....	5
Bar-le-Duc : Manif anti-nucléaire saccageuse.....	5
Manifestation du 16 juin à Bar-le-duc : encore des intrus violents dans la manif' !!!.....	12
Notes.....	14
[Bure] Après perquisition, je me décline : exilé de l'Etat.....	14
Bure et ses environs, France : Une perquisition dans le cadre du G20 – 20 juin 2018.....	17
canada.....	17
Charlevoix, Québec : Sabotage pendant le sommet du G7.....	18
chili.....	18
Santiago, Chile: Claim of Responsibility for an Incendiary Attack Against a Transantiago Bus..	19
croatie.....	19
Bosnian/Croatian border: Tear gas and batons against open border protesters.....	19
eure.....	22
Le Neubourg (Eure) : Sache que ta meilleure amie, lycéen, c'est la chimie.....	22
france.....	22
Prison et médocs : Faut pas toucher à cette merde !.....	22
Des mauvais moments pour les bleus (mi-juin 2018).....	23
Blocages des facs : une belle volonté de tout casser.....	26
genlis.....	29
Genlis (Côte d'Or) : Sabotage de caténaires.....	29
hambourg.....	29
La police d'Hambourg a tellement échoué à maintenir l'ordre qu'il lui faut maintenant réussir sa traque.....	30
le mans.....	34
Le Mans : Des courants d'air à la permanence du député LREM.....	35
lille.....	35
Lille : Stop au spécisme – épisode 4.....	35
Lille, France : Les distributeurs de cinq banques à la masse – 18 et 19 juin 2018.....	36
lyon.....	36
Lyon : CRS et Grand Hôtel-Dieu prennent un peu de couleurs, mais pas grâce aux récupérateurs !.....	36
24 juin 1894 à Lyon : Caserio poignarde le président de la république française Sadi Carnot....	38
macon.....	42
Mâcon : Le distrib de la banque prend aussi quelques coups.....	42
moselle.....	42
Plappeville (Moselle) : L'église en feu, deux GAV.....	42
paris.....	42
Une défense collective, ça existe ! Dont acte.....	43
Prison de Fresnes : Les matons perdent encore des bagnoles.....	45
Fresnes, France : Les caisses de matons continuent de cramer... (21 juin 2018).....	45
Val d'Oise : La gendarmerie recrute des collabos.....	46
roybon.....	47
Roybon (38): critique du tourisme !.....	47
roybon.....	48
Ni feu ni froid ni flics ni fafs ne nous feront fuir.....	48
suisse.....	49

Déferlante de sabotages contre l'exploitation animale.....	49
vallée.....	53
Compte-rendu de la frontière de Montgenèvre : entre convocation à la PAF et refoulements.....	53
zad.....	55
La Maison des chats sous tensions... #ZAD #NDDL.....	55

# vallée

## **Affiche : En lutte contre les frontières !**

Vallées en lutte / samedi 16 juin 2018

### **En lutte contre les frontières !**

Surfant sur l'apathie du plus grand nombre, le fond de l'air xénophobe et les agissements de groupes fascistes, le pouvoir étend son arsenal répressif\_ (doublement de la durée maximale de rétention, agrandissement des CRA, assignations à résidence, PRADHA etc.), et multiplie les coups de pression envers des individus solidaires afin de dissuader toute velléité d'entraide et de révolte.

L'armée est déployée dans les Alpes depuis plusieurs années, en renfort des patrouilles de la PAF et de la gendarmerie. Ces sales uniformes quadrillent les zones frontalières à grands renforts de drones et d'hélicoptères pour traquer les indésirables. Ils multiplient les contrôles sur les routes et dans les gares, les perquisitions aux domiciles hébergeant des personnes migrantes, poussant celles-ci à emprunter des chemins toujours plus périlleux.



Ces charognes sont responsables de la mort de milliers de personnes, que ce soit lors du passage de frontières soi-disant « naturelles » (Méditerranée, Alpes, Manche), de leur enfermement ou de leur expulsion.

Raffles dans les transports et harcèlement policier à l'œuvre dans certains quartiers participent des mêmes logiques autoritaires et capitalistes, visant à dégager les pauvres des centre ville. Les urbanistes tiennent à faire « place nette » pour les touristes friqués, les investisseurs et les entrepreneurs « cools ».

Et voilà que se développe en PACA un « pôle d'excellence » concentrant des centaines d'entreprises, de laboratoires de recherche publics ou privés (etc.) qui travaillent, entre autres dégueulasseries, sur la sécurité intérieure et la surveillance des frontières. Les crapules qui mettent au point drones (servant aux frappes « ciblées », à surveiller les frontières, les manifs ou les infrastructures dites « sensibles ») et logiciels de traitement des images (permettant la détection des comportements « suspects ») pullulent tout autour de nous, à portée de crachat. À moins de s'en prendre aux hôtels hébergeant les condés, aux boîtes impliquées dans la construction, la gestion des CRA, PRADHA, CAO... ou de tenter de mettre des bâtons dans les roues des contrôleurs et autres uniformes, partout où on les croise?

Pour s'attaquer aux Etats et leur volonté de contrôle total des populations, au racisme mortifère et au capitalisme qui broie nos vies, il est temps de développer des dynamiques de lutte sans concession.

Des passages de frontière aux tentatives d'empêcher les expulsions, des (complicités d') évasions à la solidarité vis à vis des révoltes qui secouent régulièrement les centres de rétention, des attaques visant les rouages de la machine à enfermer et à expulser à celles dirigées contre les développeurs de technologies de mort...

**Déchaînons la liberté !**

## Drome

### Solérieux (Drôme) : Des engins de chantier vandalisés

*Le Dauphiné Libéré / jeudi 21 juin 2018*

Dans la nuit du 19 au 20 juin, le chantier de réseaux de la station d'épuration de Solérieux, situé rue du Lavoir, a été vandalisés. À 5 h 30 du matin, un artisan carreleur saint-raphaëlois, qui rejoignait le chantier, a surpris **un individu cagoulé en train de briser les vitres d'engins** appartenant à la société ETS Berthouly.

Après une course-poursuite, le vandale est parvenu à s'échapper. **Les vitres de deux pelles mécaniques ont été brisées, ainsi que celles d'un bus** qui stationnait le long de la D71, à l'entrée Ouest du village.

This entry was posted in [Antitech](#), [Contre le Travail](#) and tagged [Drôme](#), [Solérieux](#). Bookmark the [permalink](#).

## zad

### Lettre ouverte à Hervé Gerbi, avocat de personnes mutilées par des tirs de police

*Maître Hervé Gerbi,*

*Nous sommes membres d'un collectif engagé depuis 2010 dans un combat contre les violences policières et pour une meilleure connaissance des armements utilisés par les forces de l'ordre dans le cadre du maintien de l'ordre. Nous animons un site d'information pour informer et sensibiliser sur les violences commises par les forces de l'ordre : [desarmons.net](#)*

*A ce titre, nous sommes partie prenante de l'Assemblée des blessé-es, un réseau constitué en 2014 et regroupant un certain nombre de personnes mutilées par des armes de police et de gendarmerie, et notamment par des grenades (DBD / DMP dites « de désencerclement », GLI F4 dites « lacrymogènes instantanées ») et des lanceurs de balle de défense (Flashball 44 mm et LBD 40 mm), ainsi que leurs proches et leurs soutiens.*

*Dans ce cadre, nous sommes amené(e)s à mettre sur pieds en France et à l'étranger des rencontres et des discussions portant sur les violences policières et le maintien de l'ordre, produisons du contenu utiles aux personnes concernées et participons à leur démarches juridiques. Nous menons*

*également campagne contre l'utilisation d'armes à l'encontre de la population civile et mettons au cœur de notre intervention la question des impacts politiques et psychologiques à long terme de blessures que nous considérons comme des blessures de guerre.*

*A ce titre, la manière dont les avocat(e)s interviennent auprès des victimes n'est pas sans conséquences : elle est primordiale et leurs discours impactent la manière dont les victimes se perçoivent et reconstruisent leur rapport au monde à la suite des traumatismes subis.*

*Le choix que vous avez fait, autant dans la défense de Maud C. (Grenoble) que de Maxime P. (Notre Dame des Landes), de construire votre défense sur la dissociation par rapport aux militant(e)s politiques pour attester que vos client(e)s « ne sont pas de ces gens-là », ne les sert pas et ne sert pas la manifestation de la vérité. Surtout dans le cas de Maxime, qui par sa présence sur la ZAD lors des opérations militaires manifestait la sincérité de son implication politique. Par expérience, nous savons que des modes de défense consistant à arguer de la naïveté des victimes ou de leur présence hasardeuse sur les lieux leur portent préjudice du point de vue de l'opinion publique, de leur estime de soi, et de surcroît ne sont pas payantes, ni juridiquement, ni médiatiquement.*

*Les blessures par armes lors d'opération du maintien de l'ordre ne sont pas des « accidents de la vie » et l'indemnisation du préjudice corporel ne peut et ne doit être le seul objectif des recours judiciaires. Nous comprenons bien que vous soyez spécialiste en droit du dommage corporel, mais il y a derrière l'affaire de Maxime des enjeux politiques, éthiques et humains qui dépassent la réparation pécuniaire. Organiser le déni et l'omerta pour s'en tirer avec quelques sous ne peut être une option valable pour celles et ceux qui ont été mutilé(e)s pour leurs idées.*

*Au regard de la violence sociale que ces blessures impliquent, nous attendons des avocat(e)s qui interviennent sur des dossiers qui nous concernent tout(e)s davantage de compréhension des enjeux qui sont les nôtres en tant que personnes visées volontairement par les violences policières : il n'y a ni incident, ni bavures, ni dommages collatéraux, il n'y a qu'une violence institutionnelle qui s'abat indistinctement sur la foule. Le débat ne porte aucunement pour nous sur l'implication politique ou la responsabilité des victimes. S'engager sur ce terrain est non seulement glissant, mais justifie également l'usage des armes à l'encontre des personnes qui ne correspondent pas à vos « critères d'innocence » et organise l'impunité des forces de l'ordre, qui recourent consciemment à des armes de guerre contre des personnes désarmées.*

*La peur scénique de l'avocat(e) face à l'argument de la légitime défense amené systématiquement par la défense adverse révèle la faiblesse de son argumentaire. Elle vous coince dans une position défensive alors que l'enjeu des procédures judiciaires portées par les victimes est d'attaquer la responsabilité incontestable de l'État. Un recours au tribunal administratif est par conséquent préférable à une plainte au pénal, qui n'aura pas beaucoup de peine à amener l'affaire vers un non-lieu ou une relaxe, car le policier n'agit que rarement de sa seule initiative lorsqu'il lance une grenade ou lorsqu'il tire sur la foule depuis les rangs de son régiment.*

*Nous avons été nombreux/ses à déplorer vos déclarations publiques dans l'affaire de Maxime et nous serions très heureux/ses que vous laissiez ses proches bénéficier de cet immense soutien que constitue la rencontre avec les autres blessé(e)s, leurs proches et les collectifs qui les soutiennent.*

*Nous souhaitons exprimer notre pleine solidarité à Maxime et ses proches, sans que les choix stratégiques scabreux de leur avocat ne viennent y faire obstacle et ne laisse planer une atmosphère de suspicion à l'égard des blessés qui s'organisent politiquement. En aucun cas notre relation ne pourrait porter préjudice à vos client(e)s, contrairement à ce que vous semblez penser.*

*Nous restons ouvert(e)s à la discussion et serions heureux/ses que Maxime et ses proches souhaitent aller à la rencontre des autres personnes et familles ayant vécu des situations similaires.*

*Cette lettre n'implique que les membres du collectif Désarmons-les ! et non celles et ceux de l'Assemblée des blessé-es. Nous choisissons de la rendre publique pour rester transparent(e)s sur nos positions et honnêtes envers tou(te)s celles et ceux que nous soutenons.*

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## bure

### Bar-le-Duc : Manif anti-nucléaire saccageuse

*[Sans Attendre Demain](#) / lundi 18 juin 2018*



**Samedi 16 juin à Bar-le-Duc, entre 2000 et 3000 personnes ont répondu présentes à la grande manif contre le projet CIGEO qui vise à enfouir une poubelle nucléaire à Bure.** Cette journée était également l'occasion de montrer force et détermination dans un contexte de répression accrue (notamment les peines de détention préventive distribuées aux opposant.e.s\*).

Autant dire que la manif semble s'être déroulée dans une ville fantôme: la plupart des commerces avait baissé leurs rideaux métalliques hormis quelques uns (il y a même un début d'embrouille avec un commerçant qui arborait un drapeau français). Vers 14h, la manif s'élance au cri de « Ni à Bure ni ailleurs ». Une demi-heure plus tard, des tags fleurissent sur les quais. Sur le quai Sadi Carnot, l'expert foncier et géomètre « Mangin », sous-traitant de Cigéo, perd toutes ses vitrines. Parmi les autres entreprises endommagées, on décompte celle de BTP Eiffage, bétonneur du futur centre de déchets nucléaires. Sa façade est recouverte de tags.



Plus loin, sur le boulevard de la Rochelle, une agence interim voit son intérieur saccagé, en plus de se faire taguer et briser ses vitrines. Un institut de beauté est également repeint de slogans divers. deux agences bancaires se prennent également des coups: la flicaille déboule à toute berzingue pour protéger l'agence du Crédit Agricole. Fumis et caillasses volent alors sur les cordons de flics, qui répliquent à coups de tonfas et de lacrymo.







Quant au nombre de personnes interpellées, la presse minimise, comme souvent (elle parle de deux interpellations pendant la manif et deux autres lors des concerts sur la place Reggio en fin de journée). Cf **le compte-rendu sur la répression lors de cette journée en fin d'article**. Une interpellation sur la place Reggio a par ailleurs suscité une riposte de plusieurs enragé.e.s encore présent.e.s sur place.

Le lendemain matin, la maire de Bar-le-Duc, Martine Joly, a déclaré qu'elle souhaitait « *que les murs de l'école Bugnon soient nettoyés des tags difficilement compréhensibles pour les élèves* ». Cette crapule n'aimerait pas que des gosses viennent à l'école pour se rendre compte qu'ils grandissent sur une zone irradiée pour des centaines de milliers d'années. Peu après, elle n'hésite pas à qualifier les enragé.e.s de « terroristes » : « *On s'en prend sous couvert d'anonymat à des personnes qui n'ont rien demandé. C'est du terrorisme.* » Les vitrines et les murs deviennent donc

des personnes. Les vies humaines comme non-humaines peuvent bien crever, ce n'est apparemment pas son problème.

*« Je suis aussi en colère après les organisateurs, surtout quand ils sont dans des postures qui banalisent ce genre d'actions. »*

Ci-dessous le communiqué des organisateurs (Cedra, Eodra et Chouettes-Hiboux de Bure): « Nous ne sommes pas dans l'approbation mais nous comprenons qu'une colère s'est exprimée. [...] Un tag s'efface et des vitrines cassées sont réversibles, pas une poubelle nucléaire avec des déchets radioactifs pour plus de 100 000 ans ».

*[Reformulé de divers articles de l'Est Républicain, 16 et 17 juin 2018]*

\*\*\*\*\*

### **Petit bilan au sujet de la répression lors de la journée du 16 juin**

Au niveau du nombre de personnes interpellées, on serait à une quinzaine. 4 pendant la manif, 1 avant, les autres pendant la soirée (jusqu'à 2 heures 30 du matin). Elles sont pour la plupart suivies de garde à vue. Un certain nombre de personnes est déjà ressorti.

**Il y a au moins une comparution immédiate lundi au TGI de bar le duc, probablement il y en aura d'autres.**

Plus d'informations sur la journée sur [Manif-Est](#)

\*\*\*\*\*

*Petit florilège de tags réalisés au cours de cette manif:*



## Manifestation du 16 juin à Bar-le-duc : encore des intrus violents dans la manif' !!!

Samedi 16 juin, c'est le moment de la manifestation anti-nucléaire de Bar-le-Duc. Il y avait 15 ans que personne n'avait osé marcher en gros groupe dans cette ville pour dénoncer le pouvoir du nucléaire, cependant des intrus ont encore intégré la manifestation pour pourrir la fête.



Il est 14h et quelques minutes quand nous décidons de partir, l'ambiance est sympathique de mon point de vue. Il y a des gens en noir et d'autres en couleur. La thématique des branches feuillues pour représenter la nature en mouvement a plutôt bien été suivie, les humains se confondent avec les branches bigarrées. La manifestation revêt une ambiance pour le moins éclectique. Je ne vois pas réellement de bloc identifiable. Le syndicat des peintres en façade est tout de même bien représenté mais leurs préoccupations ne sont pas reconnues par l'ensemble du corps des écologistes professionnels. Ça dénigre un peu par ci et puis un peu par là, mais comme l'a bien dit un manifestant : « *Il y en a pour tout le monde, même ceux qui sont là pour se plaindre ont pu se plaindre* » !

Bien dit.

La détérioration décorative n'est toujours pas du goût de tout le monde ! Faut-il à ce moment de l'article revenir sur 6.000 ans de débat « pour ou contre la casso-thérapie » ?

Nous ne le pensons pas.

(Nous faisons simplement suivre cette

### **Note du syndicasse :**

Comme disaient les Inconnus : « *Le mauvais casseur, ça se voit tout de suite, il voit quelque chose, il casse ! Alors que le bon casseur, bon bah... il voit quelque chose, il casse mais c'est pas pareil quoi, c'est un bon casseur* ».

C'est pourquoi, Nous, membres du syndicasse, invitons simplement l'ensemble du syndicat anti-casse à arrêter de nous casser les gonades et à se casser des manifestations où ils chantent « ça va péter ». Un peu de respect pour les professionnel·le·s du désordre, les technicien·ne·s de pure-farces et autres péripatéticien.nes [1] bordel, y'en a qui bossent.

La promenade s'est donc passée dans une ambiance joviale et festive, la vitrine d'une banque a été délicatement trouée dans une ambiance « bon enfant » et de chamarrés projectiles ont atteint un bâtiment de la société Eiffage qui s'évertue à enlever le sable de la mer pour recouvrir le monde de béton. (À croire qu'ils sont aussi cons que les méchants dans James Bond ces gens-là, sauf que là, les services secrets sont de leur côté...).

Bref, un week-end comme on les aime sauf qu'il a fallu que des éléments extérieurs viennent encore perturber le cortège... comme d'habitude des groupes très bien organisés et tous habillés de la même manière sont venus agresser les êtres humains conscients du danger nucléaire.

Ils ont encore une fois enlevé des individus ayant osé faire la connexion entre leurs cerveaux et leurs jambes pour marcher contre l'Andra afin de torturer leurs esprits dans des cages insalubres. Ces éléments perturbateurs qui se font appeler « blue block », « keufs » ou encore par l'acronyme obscur « CRS » ont encore agressé et blessé plusieurs êtres libres. (D'après nos sources « CRS »

La détérioration décorative n'est toujours pas du goût de tout le monde ! Faut-il à ce moment de l'article revenir sur 6.000 ans de débat « pour ou contre la casso-thérapie » ?

Nous ne le pensons pas.

(Nous faisons simplement suivre cette

**Note du syndicasse :**

Comme disaient les Inconnus : « *Le mauvais casseur, ça se voit tout de suite, il voit quelque chose, il casse ! Alors que le bon casseur, bon bah... il voit quelque chose, il casse mais c'est pas pareil quoi, c'est un bon casseur* ».

C'est pourquoi, Nous, membres du syndicasse, invitons simplement l'ensemble du syndicat anti-casse à arrêter de nous casser les gonades et à se casser des manifestations où ils chantent « ça va péter ». Un peu de respect pour les professionnel·le·s du désordre, les technicien·ne·s de pure-farces et autres péripatéticien.nes [1] bordel, y'en a qui bossent.

La promenade s'est donc passée dans une ambiance joviale et festive, la vitrine d'une banque a été délicatement trouée dans une ambiance « bon enfant » et de chamarrés projectiles ont atteint un bâtiment de la société Eiffage qui s'évertue à enlever le sable de la mer pour recouvrir le monde de béton. (À croire qu'ils sont aussi cons que les méchants dans James Bond ces gens-là, sauf que là, les services secrets sont de leur côté...).

Bref, un week-end comme on les aime sauf qu'il a fallu que des éléments extérieurs viennent encore perturber le cortège... comme d'habitude des groupes très bien organisés et tous habillés de la même manière sont venus agresser les êtres humains conscients du danger nucléaire.

Ils ont encore une fois enlevé des individus ayant osé faire la connexion entre leurs cerveaux et leurs jambes pour marcher contre l'Andra afin de torturer leurs esprits dans des cages insalubres. Ces éléments perturbateurs qui se font appeler « blue block », « keufs » ou encore par l'acronyme obscur « CRS » ont encore agressé et blessé plusieurs êtres libres. (D'après nos sources « CRS » serait la déformation du nom d'une pratique ancienne : la GRS pour « Gymnastique Rythmique et Sportive », leurs membres auraient commencé à radicaliser leur pratique dans les années 80 au sein de ces clubs où ils dansaient déjà en groupe avec des bâtons en écoutant les discours de Jean-Marie LePen qui se faisait connaître dans le milieu).

Une des victimes de ce groupe sanguinaire s'est vu ouvrir l'arcade et le pourtour orbital par ces personnes qui ne savent même pas qui est Mussolini [2] alors qu'ils lui doivent tout.

Finalement les échauffourées ont marqué cette fin d'après-midi sans qu'il ne soit possible pour les manifestant·e·s d'investir la jolie préfecture construite par des prolétaires et aujourd'hui illégalement occupée par le chef de la milice d'extrême droite sus-mentionnée. (D'après nos sources leur chef se fait appeler "pré-fait" ou "pré-faite" en fonction du sexe biologique caractérisant cette espèce. Illes devraient ce nom à la caractéristique qui les empêche d'évoluer sentimentalement ou intellectuellement. Etant pré-fait ou faite, ils ne peuvent pas utiliser comme nous leur capacité à réfléchir pour prendre une décision librement, ils projettent ainsi leurs plus bas instincts sur les populations sans qu'il ne leur soit possible d'apprendre quelque chose. Ils sont en quelque sorte bloqués au "stade anal" de la réflexion politique).

Ainsi nous invitons l'ensemble de l'humanité à rester vigilant vis-à-vis de ces agresseurs qui semblent être présents dans toutes les villes du monde de tous les pays. La lecture de textes séditions et la mise en corrélation des idées et des pratiques semblent être ce qui attire leur soif de violence. N'ayant pas la possibilité d'exercer un esprit critique il semblerait que leur but soit de tuer tout ce qui permet son expression : la liberté.

Enfermer, frapper, tuer, mutiler n'est pas l'expression d'un débordement de leur part, c'est la condition même du maintien de la peur qui, paradoxalement, semble être un sentiment qui les rassure. Leur peur de découvrir qu'il existe un monde où on ne reçoit pas d'ordre du matin au soir, des bottes aux casques ou de l'atome à la guerre nucléaire.

"NON Passeront" [3]

Note aux êtres libres : "Ne jugeons pas nos pratiques, il y a des juges pour cela".

---

## Notes

[1] Péripatéticien.ne, du grec ancien περιπατητικός, peripatetikós (« qui aime se promener en discutant »). Terme désignant les disciples d'Aristote.

(Nom) Allusion apparue dans le milieu étudiant et en rapport avec cette étymologie grecque, du fait que les prostitué·es « se promènent » beaucoup pour exercer un métier assurément plus respectable que celui de policier. *B.Pivot*.

[2] Mussolini est un sac à merde.

[3] Traduit de l'espagnol.

## [Bure] Après perquisition, je me décline : exilé de l'Etat.



*Regardez-moi ces spectres, on dirait qu'ils marchent à reculons pour déjà retourner à la mort.*

**20 juin 2018** : 200 gendarmes mobiles font irruption dans nos chambres, dans une dizaine de lieux de vie. Ils embarquent une dizaine de personnes en garde-à-vue, audition ou vérification d'identité. Les membres d'associations historiques sont principalement visés. Le cabinet parisien de l'avocat des opposant·es est perquisitionné et l'avocat placé en garde-à-vue. Depuis le 16 juin déjà, deux personnes sont en prison, et pour un moment. Le 26 juin prochain, indépendamment de cela, nous attendons les verdicts contre 16 militants et militantes anti-CIGEO.

**Que veulent-ils bien nous faire ?**

Déjà dix-huit perquisitions de lieux de vie et d'organisation ont été effectuées depuis dix mois. A quoi ça rime ? Tenter de réunir quelques preuves que de grandes manifestations d'opposition à CIGEO (18 février et 15 août) ont bien été organisées depuis certains de ces lieux ? C'est le prétexte judiciaire. Dénicher des armes de destruction massive ? Interpeller des radis-cots ? C'est bien pour ça qu'ils perquisitionnent essentiellement les appartements de personnes adhérentes à des associations locales d'opposition. Ils savent très bien qu'ils ne vont pas trouver grand-chose, voire rien du tout. L'objectif est ailleurs. Il s'agit surtout de dire, de nous faire *rentrer dans le corps*, le plus profond possible, cette idée : vous, vous qui osez défier l'Etat nucléaire et militaire, *vous ne serez nulle part à l'abri*. Vous n'avez plus de forêt, et vous n'avez plus de lieux où vous réfugiez. Nous, Gendarmerie, « nous avons tous les droits ». Nous n'avons aucun papier pour justifier de s'introduire chez vous à 7h du mat' ? Nous fouillons dans vos affaires intimes, nous volons vos objets de valeur ? Et alors ? *Nous sommes l'Etat*. Et vous son ennemi intérieur.

Là où il y a de la solidarité,, là où il y a du lien, l'objectif de l'Etat a *toujours* été de briser. C'est tout l'intérêt pour lui de l'accusation d' « association de malfaiteurs ». Ce qu'elle criminalise, c'est précisément l'existence de *liens* entre des personnes, d'amitiés, d'entraides, de solidarités (écrits, matériels, affectifs...). Il devient criminel de *s'organiser*. Une tentative de fuite serait de se désolidariser, de se délier : « non, non, je ne suis associé à personne ». Piège d'enfer. L'État ne veut que des individus isolés, désespérément seuls, désespérément pauvres en vitalité et en relations. C'est ainsi que le gouvernement s'opère : qu'il ne reste de « sécurité » que dans les cages climatisées qu'il nous prépare à petit feu. Mutilé-es du sens, il nous reste comme unique « pouvoir », comme unique « responsabilité », de développer le capital humain que nous devenons. Il y en a – les petit-es gagnant-es de ce jeu – pour qui la carotte, la promotion, les likes, les loisirs suffisent à *cajoler*. Et il y a le reste : ce foutu reste qui ne croit pas et perd au grand jeu du devenir-marchandise de nos corps. Ce reste qui ne se laisse pas digérer. Ce reste-là, faut le mater.

Donc, je reviens à nos perquisitions. Toujours accompagnées de multiples arrestations, détentions, contrôles routiers, intimidations..., elles ont donc pour but majeur – outre d'offrir un parquet aux dents du proc-monsieur Olivier Glady – de DISTILLER LA PEUR. Je dis distiller parce que la peur ça se donne par *à-coups*, ça s'inocule par doses successives, de plus en plus dangereuses. La peur ça doit s'insinuer partout. La peur de finir en prison, de finir tabassé, de finir en trombinoscope sur les tableaux de gendarmeries, de finir sur leur tableau de chasse, de finir séparé de ses ami-es, c'est-à-dire de sa famille. De la peur dans la rue, quand je marche d'un foyer à un autre. Dans les corps des habitants du coin, abreuvés au journal qui étale la « menace » des opposants. Derrière nos fenêtres, où passent toute la nuit les flics avec leurs projecteurs direct' dans la cuisine ou la chambre. La peur

encore dans nos canapés, derrière les rideaux, dans nos étagères, partout où leurs sales mains brutales et bureaucratiques ont ou pourront un jour farfouiller. De la peur encore dans nos lits, la nuit, où je ne rêve pas de sérial killers non, mais de flics, encore et encore de flics. De la peur partout, pire qu'un acarien, qui vous démange là, au fond de la gorge. Tout près, tout prêt, de la rage.

La peur ça doit vous rendre tout recroquevillé sur vous-mêmes, méfiant de tout, de tous et toutes, barricadé dans nos habitudes. Ça fait ça sur beaucoup de gens, à qui on a désigné le voisin comme étranger, le sans-pap' comme criminel... Au contraire ici, dans cette maison que j'ai choisie comme foyer, on s'est forcément resserrés avec les amies, on a dormi dans la même chambre, on s'est confiés et rassurés. On a soigné notre force, la force ridicule en même temps qu'indestructible de nos liens.

### **Que pouvons-nous bien faire ?**

L'Etat nucléaire-militaire aimerait que je dresse un tableau tout noir tout noir de ce coin de Meuse. Vous, militant-es ou non, derrière vos écrans ou non, vous être censés avoir peur aussi, car il faut que vous restiez loin de ce qui se passe ici. Rien à voir. Sauf qu'ici, il y a beaucoup, beaucoup plus à voir que de la peur.

Il y a, tiens, ce concert extraordinaire qui a eu lieu près de Bure il y a quelques semaines J'y ai dansé comme un petit fou, comme dans un dédale de vagabondages. Et je n'étais pas seul. Encore avant-hier, avant que la maison où j'habite ne soit forcée, un ami en visite déclarait sa flamme au foyer où j'habite. Et je n'étais pas seul. Et un-e ami-e nous cuisinait justement un merveilleux plat, qu'iel a tenu à nous servir. Et je n'étais pas seul. Et les ateliers de clown auxquels j'ai participé, où l'on laisse effleurer nos fragilités et nos rires de gosses. Et le souffle chaud de l'ami qu'on serre fort dans ses bras. Et les cinquante crêpes préparées par d'autres pour le retour dans la Maison de résistance. Et les massages, les parties de tambour et les parties de tambouille. Les bouffes, les balades, les discu', les fêtes, les actions, les manifs, les escales en bord de rivière. Tant qu'ils ne nous mettront pas tous et toutes en prison, tant qu'ils ne nous tueront pas, ils auront du mal à briser ça. Tant que nous ne devenons pas des Individus, je suis sauvé : je me sens invinciblement fragile.

Et vous qui habitez loin mais qui êtes scandalisé-es par ce qui se passe ici ? Que pouvez-vous faire ? Nous n'avons pas de consignes à donner. L'Etat nucléaire-militaire veut forcer la poubelle atomique à coups de grenades, d'argent sale et de barreaux : pour ça il doit briser et isoler les êtres-collectifs et les individus qui vivent encore là où devrait déjà poussé un désert de barbelés. Alors il faut peut-être désenclaver Bure. Ne pas les laisser croire que la lutte anti-CIGEO se fomenté dans quelques maisons. La faire surgir partout où la mort et la dépossession s'insinuent. Si partout des comités de lutte sont entretenus, des rassemblements et des actions de types infiniment divers sont menés, alors ils ne pourront plus asphyxier Bure. Ils



auront beau s'acharner sur mon corps et notre liberté, je saurai qu'ils n'ont pu empêcher et ce sit-in là, et ce sabotage-ci, et cette occupation, et ce concert de soutien où des corps-plus-fous-que-moi ont dansé toute la nuit. Je ne regarderai plus autour de moi, là où j'ai peur, mais beaucoup plus loin. Au loin, là des ami-es que je ne connais même pas – encore ! – ont pris le bâton de relais, frappent le sol et surmontent des collines d'impuissance. Et la prochaine fois qu'une patrouille militaire me contrôlera, je regarderai au loin. Et je sourirai.

## **Bure et ses environs, France : Une perquisition dans le cadre du G20 – 20 juin 2018**



**Lors de la vague de perquisitions à Bure et dans ses environs menées par les gendarmes [dans la matinée du mercredi 20 juin](#), on apprend que l'une d'entre elles, qui s'est déroulée à Commercy, est liée au contre-sommet du G20.**

Ce sont les flics allemands de la commission spéciale du G20 « Schwarzer Block », en collaboration avec les autorités françaises, qui sont à l'origine de ces intrusions dans la vie d'un couple (un homme de 35 ans et une femme de 25 ans) habitant Commercy, dans la Meuse, à une quarantaine de kilomètres de Bure.

L'article de Die Welt précise que l'homme recherché est connu comme « éco-activiste violent ». Cela fait par ailleurs plusieurs semaines que ces deux personnes, inculpées pour « *troubles à l'ordre public* » sont recherchées par l'État allemand, qui leur reproche non seulement d'avoir pris part aux émeutes du 7 juillet à Hambourg à « Neuen Pferdemarkt » et Lerchenstraße, mais d'avoir aussi été deux personnes meneuses des affrontements et « à la tête de plus d'une centaines de personnes cagoulées et vêtues de noir ». Quoi de plus normal pour le pouvoir de calquer son monde d'autorité et de chefs dans nos milieux ? Les flics et les médias mentionnent images et vidéos où l'on verrait le couple en train de « faire des gestes suspects » (comme des mouvements de mains et de bras) qui justifieraient une « incitation à l'émeute ».

Lors de la perquisition, qui a duré une bonne partie de l'après-midi, les flics ont saisi des « habits qui auraient été utilisés au moment des faits », ainsi que divers supports de données et des téléphones mobiles ».

Plus d'infos à suivre.

## **canada**

## Charlevoix, Québec : Sabotage pendant le sommet du G7

Le dernier G7 s'est tenu à La Malbaie, au Québec, les 8 et 9 juin 2018 dans le château de Charlevoix. Si toute la zone était ultra-sécurisée comme on s'en doute, le pouvoir avait aussi pris soin de renforcer ses infrastructures critiques, à savoir la couverture du réseau cellulaire sans fil (avec un contrat de 15 M\$ attribué à Bell pour l'installation de 13 relais de téléphonie mobile), mais aussi l'installation de la fibre optique dans cette zone dépeuplée et un peu préservée de la Malbaie (avec un contrat de 6 M\$ à Bell), pour que les chefs d'État bénéficient de l'internet haut débit durant le sommet.



Bref, tout devait se dérouler sans anicroche de ce côté-là, et pourtant... **et pourtant un incendie est survenu en plein G7 contre un câble à fibre optique, « rendant impossibles certaines communications sur la route 138 menant dans Charlevoix»**, selon un journal local. « La panne a affecté le service sans fil de Telus Mobilité et Bell Mobilité entre Beauport et Baie-Saint-Paul à la suite d'une coupure de fibre. Il y a 12 sites sans fil qui ont été affectés par cette panne ». Le Réseau intégré de télécommunication multimédia du gouvernement du Québec (RITM), qui permet le partage de services, d'informations et de données entre les organismes publics partout au Québec, a aussi été affecté à Baie-Saint-Paul, ainsi que le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Les dégâts ont été tels qu'un plan B a dû être activé pendant ce G7 : une solution de contournement, par le déploiement d'une nouvelle fibre.

Bien sûr, comme il ne faut pas le clamer trop fort, et montrer la vulnérabilité de dispositifs toujours à portée de mains audacieuses, l'État a parlé d'accident. Il est tout de même de ces hasards incroyables, du genre une fibre optique cruciale qui s'enflamme toute seule en plein G7 dans la zone rouge, une fibre optique en verre ou en plastique, dont les propriétés ne sont pas vraiment propices à la combustion spontanée. Alors quoi qu'ils en disent, hypothèse pour hypothèse, nous préférons penser que c'est soi le feu divin, soit une main anonyme contrariée par ce sommet des puissants qui a été l'origine de cet incendie. Et comme Dieu n'existe pas...

## chili

## Santiago, Chile: Claim of Responsibility for an Incendiary Attack Against a Transantiago Bus



MACHI CELESTINO CORDOVA TO HIS REWE\*, PRISONERS OF THE SOCIAL WAR TO THE STREET, PUNKY MAURY PRESENT

We claim responsibility for the incendiary attack against the route 426 Transantiago bus that took place this Friday, June 1st around 21:00 at the intersection of Matucan and Romero streets in Central Station commune.

We call for expanding the constant attack against the bastard institutions and services of the State.

We are in solidarity with the conflict that is developing in the south of the territories of so-called Chile and Argentina, we embrace the dignified resistance of the Mapuche people.

LET ACTIVE SOLIDARITY MULTIPLY!!

ANARCHIST PRISONERS HELD IN THE DUNGEONS OF CAPITAL PRESENT!

NOT A MINUTE OF SILENCE, A WHOLE LIFE OF COMBAT!

June, 2018.

via [Mpalothia](#)

\*Note from Mpalothia: Celestina Cordove is an imprisoned Mapuch Machi (a Mapuche shaman / healer) who is currently on hunger strike demanding leave to visit his Rewe (sacred altar).

## **croatie**

### Bosnian/Croatian border: Tear gas and batons against open border protesters

On Monday about 250 refugees protested for open borders on the Croatian(Bosnian border in Velika Kladuša, Bosnia. The Croatian police used tear gas and batons to stop people from crossing the border.

***Published by Enough is Enough. Written by [Riot Turtle](#).***

“Why are they stopping me? Why can’t I cross the border? My wife is pregnant, the baby will come in ten days. She is in Zagreb.” The desperate young man shows me his bag. It’s full of baby stuff. It’s one of the many stories I heard at the Croatian border on Monday.

Earlier people protested for open borders and tried to cross the border. But they were stopped with tear gas and batons by Croatian riot cops. Several people were injured. After the brutal intervention by Croatian cops there was a standoff for several hours. Bosnian cops tried to deescalate at the border and in the early evening most people went back to the makeshift camp in Velika Kladuša, Bosnia. Desperate, frustrated and angry. The European Union showed it’s inhuman and ugly face once again.

In the past days we (The Cars of Hope collective and SOS Team Kladuša and people who are living in the camp) have build 22 emergency shelters for about 110 at the makeshift camp. People without secured shelters are sleeping (mainly rough) in abounded buildings, at locals homes and outside on the streets. Every day new people arrive, so we continue to build shelters. The self-organized collectives finance this operation and are depending on donations to continue their work.

Other things that are being financed and organized are shoes, food, showers (by No Name Kitchen) and first aid. Our working days often start at 09:am and end around 11pm. Long hard days but we meet a lot of great people and learn a lot from each other.

The makeshift camp is growing every day and could develop in a new Idomeni. People have a lack of about anything in the camp and hearing the remarks of politicians of EU member states in EU media makes me sick. The open racist debate, the closed borders and stopping rescue ships from entering Italian harbors increase the suffering more and more. Borders kill and EU states don’t care, so where will this end?

It’s up to us to stop the killing at sea and to stop the suffering. Apart from mutual aid, we need to organize ourselves in the EU member states. We have to put pressure on the EU border policies and attack the openly racist discourse in Europe. The racists are loud, too loud. The right is getting stronger but we are still higher in numbers. We should take the initiative back and force the racists back into the rat holes where they came from.

We urgently need financial support to maintain the supplies for refugees and to be able to keep on building emergency shelters.

Please donate for food, tents and other things for everyday life.

Our bank account details:

Bank: Volksbank in Bergisches Land

Account holder: Hopetal e.V.

Description: Cars of Hope

IBAN: DE51 3406 0094 0002 9450 87

BIC: VBRSD33XXX

or directly to SOS Team Kladuša via PayPal: [Piksi.sos@gmail.com](mailto:Piksi.sos@gmail.com)



Mutual Aid: Support Refugees in Bosnia

Support the work with refugees in Bosnia.

€1,00

Or donate for the refurbishment of the containers and support the container crowdfunding campaign: <https://social.fund/kfifpt/>



## eure

### **Le Neubourg (Eure) : Sache que ta meilleure amie, lycéen, c'est la chimie**

actu.fr / vendredi 22 juin 2018

Voici une bien mauvaise façon d'appliquer ses cours de chimie [*quoi que... NdAtt.*]. Vendredi 8 juin 2018, dans la matinée, les gendarmes ont été appelés pour **des dégradations commises au lycée professionnel agricole Gilbert Martin, au Neubourg, dans l'Eure. Sur les murs de l'établissement, les forces de l'ordre ont découvert des graffitis qui insultaient des membres de l'équipe enseignante. A l'intérieur, les gendarmes ont trouvé cinq à six petites bombes à retardement. Fabriqués avec des produits ménagers courants, ces mini-engins explosifs contenaient aussi des pièces de monnaie, sans doute dans le but d'augmenter les dégâts.**

Heureusement, ces petites bombes ont explosé pendant la nuit du 7 au 8 juin 2018 et n'ont pas fait de blessés. Les dégâts ne sont pas importants mais le danger était bien réel. Les auteurs de cette très mauvaise blague auraient pu être sérieusement blessés.

Après enquête, les gendarmes ont réussi à identifier plusieurs individus. Les mis en cause sont trois élèves de l'établissement. Ils ont été entendus par la brigade de gendarmerie du Neubourg. Ils ont reconnu les faits et devront en répondre devant la justice.

La réponse pénale dépendra du montant des dégâts, notamment ceux occasionnés par les graffitis.

This entry was posted in [Brûle ton école](#) and tagged [Eure](#), [Le Neubourg](#). Bookmark the [permalink](#).

## france

### **Prison et médocs : Faut pas toucher à cette merde !**

Après le mitard, je fus réintégrée en cellule avec d'autres prisonnières ; elles ne comprenaient pas ce qui ne tournait pas rond chez moi. Elles me proposaient de prendre des anxiolytiques. Je préférais encore mastiquer des biscottes et subir ce corps qui ne m'appartenait plus. Cela dura une année et demie. Alors, bien sûr, plus les jours passaient et plus je prenais le dessus, mais le terrain gagné sur mon corps était fait d'infimes morceaux de parcelles.

Durant tous ces mois, j'écrivais aux médecins en leurs expliquant mes crises. Chaque fois que j'obtenais un RDV, ils essayaient de me prescrire des anxiolytiques. La psychologue m'avouera même plus tard qu'un internement psychiatrique avait été envisagé et programmé. Donc une obligation de soin, soit un gavage médicamenteux en règle. « Faiblissez et vous périrez ». Personne ne m'a tendue la main, ne serait-ce que pour m'expliquer ce qu'était une crise d'angoisse. Que ce soit par ignorance ou par « indifférence du professionnalisme », tous se sont contentés de me pousser vers un traitement psychiatrique. Ce n'est pas un hasard si les infirmières en charge de la distribution des médicaments étaient appelées « les dealeuses ». L'incitation à la consommation était tellement explicite et répétée.

Il est nécessaire de s'interroger sur les conséquences de telles pratiques. Il y a, tout d'abord, ceux qui avant l'incarcération n'avaient jamais touché à aucune drogue, légale ou non, et qui en sortant de prison seront dépendant aux médicaments. Il y a aussi ceux qui rentrent en prison avec une ou plusieurs addictions dont les médicaments viendront allonger la liste. Dans tous les cas une prise régulière et/ou abusive de médicaments entraîne des séquelles, certaines irréversibles. Il arrive même que la prescription amène un changement comportemental pathologique chez les personnes qui ne présentaient aucun problème psychique à leur rentrée en prison. J'ai vu à de nombreuses reprises des filles faire n'importe quoi sous l'emprise de somnifères et ne se souvenir de rien au petit matin. Il n'est pas nécessaire de débattre sur la dangerosité que représentent les trous noirs. L'esprit n'est pas la seule victime de la camisole chimique et le corps est aux premières loges : vomissements, nausées, vertiges, tremblements et même crises d'épilepsie ou évanouissement. Le plus dramatique est la gratuité et l'extrême facilité d'accès à ces produits. Aucune restriction. Il est aisé de demander et d'obtenir n'importe quelle prescription. De toutes les façons si vous n'en faite pas la demande, les médecins vous y inciteront.

Tous fermaient les yeux sur ces pratiques des plus exhibées. Tous faisaient semblant car la camisole chimique est efficace pour maintenir l'ordre dans une prison où étaient parqués des centaines de détenus, les uns sur les autres, dans des conditions de détention bestiales, et encore j'y mettrais pas mon chien ! Pauvre bête...

Faut pas toucher à cette merde.

**Force et courage,  
Alexia.**

[Extrait de l'émission de [l'Envolée](#) du 30/03/2018.]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Des mauvais moments pour les bleus (mi-juin 2018)**

**Alès : Quand les flics ont leur dos tourné...**

*France Bleu / vendredi 8 juin 2018*



Nouvelle agression contre des fonctionnaires de police dans le quartier des Cévennes à Alès ce vendredi. **Deux policiers de la BAC, la brigade anti-criminalité, ont retrouvé leur véhicule vandalisé. Il était garé aux pieds d'un immeuble. Un projectile lancé d'un étage de l'immeuble a détruit le pare-brise.**

Les policiers de la BAC ont été appelés en renfort de la police municipale. Deux individus circulaient cagoulés dans une rue du quartier. C'est après le contrôle qu'ils ont retrouvé leur

véhicule vandalisé. Ce mercredi, deux policiers nationaux, dans ce même quartier des Cévennes, ont été blessés suite à un banal contrôle d'identité. [...]

\*\*\*\*\*

## **Vaulx-en-Velin (Rhône) : La répression se resserre ? La municipale se fait caillasser !**

*Lyon première / vendredi 1er juin 2018*

**Des violences urbaines ont éclaté dans la nuit de jeudi à vendredi dans le quartier du Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin, ciblant notamment le poste de la police municipale.**

Ces violences semblent être la conséquence d'un contrôle de police sur le conducteur d'un scooter.

**Après des jets de projectiles sur le commissariat de police, un groupe de plusieurs dizaines d'individus s'est attaqué au poste de la police municipale, selon la préfecture du Rhône. Des impacts de projectiles ont été relevés sur la façade, dont les vitres ont été fissurées.**

Des débris ont été incendiés à proximité et la devanture d'une boutique d'optique située dans ce quartier sensible a été dégradée.

Une colonne de la compagnie départementale d'intervention a sécurisé le quartier où les troubles ont pris fin peu avant 2H00, a ajouté la préfecture.

Il n'y a pas eu d'interpellations.

Ces violences urbaines interviennent au lendemain de **la décision de la maire PS de la ville Hélène Geoffroy d'armer ses policiers municipaux, de créer des brigades de nuit et de renforcer la vidéoprotection.**

**Depuis le 18 mai, cette ville de la banlieue lyonnaise, connaît une flambée de violence** que la maire a expliqué jeudi par une « transformation urbaine qui bouscule ce qui est enraciné dans la ville en terme de trafics ».

Vendredi matin, Mme Geoffroy s'est rendue au Mas du Taureau « à la rencontre des habitants », a indiqué son entourage.

\*\*\*\*\*

## **Essarts-le-Roi (Yvelines) : Avant même que les voitures des flics aient roulé...**

*20 Minutes / vendredi 8 juin 2018*

Deux jeunes de 19 ans ont été interpellés, dans la nuit de jeudi à vendredi, aux Essarts-le-Roi (Yvelines) après avoir vandalisé plusieurs voitures de police neuves, apprend *20 Minutes* de source policière. Les faits se sont déroulés vers minuit, sur une aire de la nationale 10 alors que le camion qui devait livrer les véhicules au Chesnay s'était arrêté.

Vers minuit, le conducteur a aperçu deux personnes donner des coups de pied dans la carrosserie des véhicules. Ils ont pris la fuite en le voyant. L'un d'eux a laissé sur les lieux son téléphone portable. Prévenus, les policiers vont alors attendre qu'ils reviennent le chercher.

Un peu plus tard, ces deux individus, inconnus des services de police, étaient interpellés. Sous l'empire de l'alcool, l'un d'eux d'abord été placé en cellule de dégrisement. Ils ont ensuite entendus par les enquêteurs dans le cadre d'une garde à vue.

\*\*\*\*\*



## Vénissieux : Minguettes rocks !

*Lyon-mag / mercredi 13 juin 2018*

Ce lundi, le quartier des Minguettes à Vénissieux a de nouveau connu des scènes de violences urbaines.

Selon un communiqué du syndicat de policiers Alliance, tout est parti d'une interpellation d'un individu qui détenait des stupéfiants, avenue division Leclerc vers 23h. **Les fonctionnaires ont alors été pris à partie par une trentaine d'individus du quartier. Des renforts de fonctionnaires sont arrivés sur place mais ont subi « un véritable déluge de projectiles de toutes sortes provenant des étages des tours, le tout accompagné de propos haineux et de menaces de mort »** selon le syndicat.

Ainsi, Alliance « *condamne avec force ces nouvelles violences subies par les policiers lyonnais et dénonce la multiplication, ces dernières semaines, des agressions volontaires dirigées à l'encontre des forces de sécurité dans les ZSP, plus particulièrement sur Vénissieux et Vaulx-en-Vélin* ». En outre, Alliance « *exige des poursuites et des condamnations fermes à l'encontre d'auteurs de tels agissements* »

\*\*\*\*\*

## Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence) : Quand il s'agit de rosser les cagnes, tout le monde se réconcilie...

*La Provence / jeudi 7 juin 2018*

Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence) est intervenue mardi, peu avant 21 heures, dans le centre-ville pour une dispute qui aurait opposé une fille, âgée de 22 ans, et sa mère, âgée de 39 ans. La première aurait frappé la seconde. Les policiers sont pris à partie au domicile.

**D'abord par la maman qui aurait insulté et agressé les fonctionnaires, puis par la fille qui se serait ensuite opposée physiquement à l'interpellation de sa mère. Bilan : un policier blessé au visage avec 4 jours d'ITT et un second blessé à la mâchoire avec 5 jours d'ITT.**

Déjà connues par des forces de l'ordre pour des dégradations, la mère et sa fille ont été placées en garde à vue pour violences volontaires en réunion, rébellions, et outrages. Remise en liberté, la fille sera jugée en février prochain devant le tribunal correctionnel de Digne-les-Bains. La mère a été présentée ce jeudi après-midi devant un magistrat du parquet.

\*\*\*\*\*

## Le Pecq (Yvelines) : Il fonce sur le flic... à vélo

*Le Parisien / mercredi 13 juin 2018*

Il a foncé sur un policier au guidon d'un vélo volé. Un homme de 45 ans, domicilié au Port-Marly, a été interpellé dans la nuit de mardi à mercredi, après avoir dérobé un vélo stationné au Pecq. C'est un témoin qui alerte la police en plein milieu de la nuit. Il signale que deux personnes sont en train de voler un vélo, le long de l'avenue Jean-Jaurès. Lorsque la patrouille arrive sur place vers 1 h 30, l'un des deux hommes a déjà enfourché le vélo. Il tente de prendre la fuite et percute un policier au passage, qui s'en tire avec des douleurs à la cheville gauche. Le voleur a été placé en garde à vue pour dégradations, vol et violences volontaires sur personne dépositaire de l'autorité publique. Son complice n'a pas été retrouvé.

\*\*\*\*\*

## **Trappes (Yvelines) : Mieux le feu que l'enfermement**

*Le Parisien / lundi 18 juin 2018*

Incendie criminel au commissariat de Trappes. Dimanche soir, peu avant 22 h 30, **un homme de 35 ans placé en garde à vue a mis le feu à son t-shirt, après l'avoir enlevé, avec un briquet qu'il avait en sa possession.**

L'incendie a été rapidement maîtrisé par les policiers présents, à l'aide d'un extincteur. Il n'y a pas eu de blessé. Le détenu pyromane, ainsi qu'un autre homme, enfermé dans une cellule voisine, ont tous deux été extraits le temps de l'opération. Ils ont réintégré d'autres cellules par la suite après avoir été examinés par les pompiers.

## **Blocages des facs : une belle volonté de tout casser**

*France3 / lundi 18 juin 2018*

**Le blocage des universités aura fait plus de 5 millions d'euros de dégâts, dont 1 million rien que sur le campus de Grenoble** selon Frédérique Vidal. Pour la ministre de l'enseignement supérieur, interrogée ce lundi 18 juin 2018 sur RTL, on avait **jamais vu « autant de volonté de casser »**.



Les blocages dans les universités pour protester contre les nouvelles modalités d'entrée à la fac ont entraîné « un peu plus de 5 millions d'euros de dégâts », a estimé, ce lundi 18 juin 2018, la ministre de l'Enseignement supérieur, attribuant la responsabilité à des « mouvements radicaux, très politisés ». « On est à un peu plus de cinq millions d'euros », a affirmé Frédérique Vidal sur RTL, expliquant qu'« on n'avait jamais vu autant de violence et autant de volonté de casser ».

Au plus fort de la mobilisation ce printemps, **quatre universités (sur 73) ont été bloquées, dont Nanterre, dernière à être évacuée la semaine dernière, et une dizaine de sites perturbés.**

Selon la ministre, il s'agit de « quelque chose qui est incroyable et qui explique aussi pourquoi personne n'a rien compris à ce qui se passait dans les universités: les présidents ont été désarmés, les personnels ont été désarmés, on n'avait jamais vu autant de violence et autant de volonté de casser » .

Frédérique Vidal a pointé du doigt la responsabilité de militants qui se sont introduits dans les établissements : « *Je ne nie pas qu'il y ait quelques étudiants au milieu mais on est face à des mouvements radicaux, très politisés, qui revendiquaient la fin de l'Etat de droit... rien à voir avec Parcoursup* », la nouvelle plateforme universitaire accusée d'organiser une sélection à l'entrée de la fac.

Cette somme de cinq millions d'euros sera « *prise en charge par le ministère* », a ajouté la ministre. « *Je ne peux pas demander aux établissements de supporter ça directement par eux-mêmes* ». « *Il y a des enquêtes qui sont en cours et bien sûr, si on retrouve les auteurs et qu'on est capable de les identifier clairement, ils seront punis* », a-t-elle ajouté.

La ministre avait jusqu'à présent évoqué « *1,6 million d'euros de dégradations à Grenoble* » sur « *2.500 m2 totalement ravagés* », « *600.000 euros* » à Montpellier ou encore de « *200.000 à 300.000 euros* » sur le site universitaire de Tolbiac, qui dépend de Paris-I, sans donner de chiffre global.

\*\*\*\*\*

## **Université de Paris 8 – Saint-Denis : Les médias mettent l'accent sur les dégâts pour préparer l'expulsion des sans-papiers.**

*Le Parisien / lundi 18 juin 2018*

Occupé pendant de longs mois, le bâtiment B2 de l'université Paris 8 a subi de lourdes dégradations. Des enseignants se demandent si la rentrée pourra avoir lieu.

Des salles ouvertes aux quatre vents, les murs constellés de graffitis ; des extincteurs, portes et vidéoprojecteurs arrachés ; un large trou dans un mur, des débris jonchant les sols ; des fils électriques pendant du plafond, des ascenseurs hors service... Tel est le triste spectacle qu'offre le bâtiment B2 de l'université Paris 8, à Saint-Denis.

« On en est arrivés à un point où plus rien ne tient debout », constate avec amertume une enseignante, qui a dû, il y a quelques semaines, délocaliser quelques soutenances de thèse dans un autre bâtiment. La présidence de l'université, qui a refusé de nous répondre, affirmait tout récemment, dans un mail aux enseignants, qu'il serait impossible d'utiliser le bâtiment, « sans engager au préalable de lourds travaux de réhabilitation. »

Ce lent processus de dégradation a débuté en marge de la mobilisation étudiante contre la loi ORE. A partir du 3 avril, le bâtiment B2 (qui abrite 2 100 étudiants en histoire, sociologie, lettres...), était occupé\*. « Certains ont décidé de dormir là », raconte une responsable de l'UNEF, qui précise que son syndicat n'a pas participé à l'occupation, et qu'aux étudiants se sont rapidement mêlés des gens extérieurs à l'université. « La fac était partiellement bloquée : on ne pouvait pas contrôler qui entraient... ».

Dès la mi-avril, une partie du personnel administratif du B2 exerçait son droit de retrait, tandis que la Commission Recherche de l'université votait une motion condamnant « les multiples dégradations, les insultes, les menaces explicites, les actes de violence ».

Et puis, « la mobilisation des étudiants s'est effritée » à l'image du mouvement au plan national, raconte l'une d'entre eux. Mais l'occupation semble s'être poursuivie. Une vidéo postée sur Internet le 16 mai filme les salles transformées en dortoirs, en cuisine, et donne la parole à quelques occupants, « mobilisés **contre les lois ORE et Asile et immigration** ». [...]

Dans une motion, votée le 14 juin, les enseignants-chercheurs du département histoire réclament l'évacuation des lieux. « Ce qui se passe aujourd'hui trahit complètement le projet d'une université ouverte, donnant leur chance aux jeunes des quartiers populaires », glisse l'un d'eux. Plusieurs profs s'inquiètent de la rentrée, « déjà compromise ». Le montant des travaux de remise en état pourrait atteindre, voire dépasser le million d'euros. La ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal vient d'annoncer que l'Etat paierait la réparation des dégâts liés aux blocages des facs, « un peu plus de 5 M€ » au plan national.

*\*Une occupation distincte de l'installation, fin janvier, de migrants dans un autre bâtiment de la fac.*

## genlis

### Genlis (Côte d'Or) : Sabotage de caténaires

*Le Bien Public / mardi 19 juin 2018*

Ce mardi matin, six trains TER ou TGV circulant sur les voies SNCF entre Dijon et Besançon ont été impactés par des retards de l'ordre de 10 à 30 minutes. En cause, un acte de malveillance survenu en gare de Genlis, vers 8h30, selon la SNCF. L'entreprise ferroviaire précise qu'il s'agit d'une « **dégradation sur la caténaire dans le sens Besançon – Dijon, à hauteur de la gare de Genlis** » dont le caractère volontaire ne fait « aucun doute ». Une plainte a d'ailleurs été déposée par la SNCF.

Cet incident a donc entraîné des retards mais aucune interruption de trafic car il était possible, à cet endroit, de faire circuler les trains sur l'autre voie à contresens. Après mobilisation des équipes, un retour rapide à la normale a été possible à 9h15, toujours selon le service communication de la SNCF Bourgogne-Franche-Comté.

This entry was posted in [General](#). Bookmark the [permalink](#).

## hambourg

## La police d'Hambourg a tellement échoué à maintenir l'ordre qu'il lui faut maintenant réussir sa traque



Orel, activiste allemand membre de la *legal team* des manifestations anti G20 était de passage à Dijon. Nous lui avons posé quelques questions sur la répression post G20, dont les vagues s'enchaînent jusqu'à l'actualité brûlante. En effet, ce jeudi [la presse allemande annonce](#) qu'au moins 2 des [personnes interpellées autour de Bure mercredi 20 juin](#) l'ont été dans le cadre de cette enquête sur le G20.

### **Est-ce que tu peux nous redire quelque mots sur ce qui s'est passé à Hambourg ?**

Alors en juillet dernier, il y a eu un G20 à Hambourg, avec une mobilisation assez spectaculaire de mouvements disons post-altermondialistes. Ça a été une des mobilisations anti-capitalistes les plus impressionnantes de ces dernières années. C'était autour du 7 juillet, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont réunies, pendant que les dirigeants du G20 se retrouvaient au plein cœur de Hambourg. Le lieu a été choisi en plein centre de cette ville « métropole » émergente, nom que se donnent toutes les grandes villes capitalistes du monde occidental, qui ont toutes l'espoir de profiter de ce genre d'évènement pour se donner une image de ville sous contrôle.

En réalité, le sommet a été largement perturbé par ces contestations, et Hambourg a complètement échoué dans sa démonstration du maintien de l'ordre, malgré une répression féroce.

Des perquisitions avaient déjà eu lieu des semaines avant la tenue du sommet, et quelques jours avant, la police a empêché les gens de construire des campements qui avaient pourtant été légalisés par des tribunaux. Dès le début du sommet, les flics ont fait preuve de beaucoup de violence alors qu'aucune manifestation n'avait encore eu lieu et le soir du 6 juillet la vapeur ne pouvait plus tenir dans la casserole... S'en sont suivis deux jours et trois nuits d'émeute. Il y a eu beaucoup de casse, les gens ont commencé à se confronter de plus en plus à la police. Aujourd'hui on sait que la ville d'Hambourg a mobilisé 31 000 policiers.

Les manifestant·es n'ont jamais pu s'approcher du sommet, et ont fait face à une violence policière qu'on avait jamais vu, avec des flics en voiture qui essaient d'écraser des gens, des manifestant·es qui ont chuté d'un mur de 4 mètres de haut et qui se sont brisés les os. Beaucoup de gens ont fini à l'hôpital durant le sommet, et à deux reprises des policiers en civil qui avaient été démasqués ont

sorti leur arme et braqué la foule.

L'un des acteurs principaux de cette répression c'est Hartmut Dudde, un chef de la police parti en retraite et qui a été rappelé spécialement pour l'occasion. Il est connu pour des opérations de police jugées illégales à posteriori, notamment concernant des actions anti-nucléaires dans le Wendland où ce type a vraiment fait n'importe quoi. Il s'est détaché de toutes les décisions de justice qui avaient légalisé les manifestations. Son retour a été accompagné d'un effet d'annonce : "Voilà, on va faire diriger la police par un *hardliner*, un mec ultra dur qui va s'occuper d'être l'exécutif du Capital et qui se fout des soi-disant droits citoyens". Et c'est effectivement ce qu'on a vu pendant ces journées.

L'accompagnement médiatique qui avait été initialement très critique sur l'action policière, a complètement changé de ton une fois que des émeutes ont éclaté le soir du 6 juillet. La propagande allant grandissante, les médias décriaient la violence des manifestant·es alors qu'on avait à faire à une orgie de violence policière.

Le sommet s'est terminée le 8 juillet, avec une grande manifestation d'une centaine de milliers de personnes. Malgré cette répression terrible, je pense que pour la contestation politique, la mobilisation a été un succès pour la scène radicale de gauche.

### **Après ce sommet, vous avez fait face directement à une répression très dure.**

Oui, la répression n'a fait que grandir par la suite. L'interdiction d'un site alternatif, Indymedia Linksunten, a donné lieu à une perquisition en août. Puis, de plus en plus de perquisitions se sont enchaînées pendant l'automne, accompagnées d'une communication très intense de la police, parlant toujours des extrémistes terroristes de gauche qui auraient mené Hambourg à la guerre civile. [1]

En décembre, la police a finit par lancer une traque publique, en publiant plus d'une centaine de photos de manifestant·es inculpé·es pour divers crimes ou délits pendant le sommet. Comme il n'y avait pas eu beaucoup de contrôle ni d'arrestations pendant le sommet, les flics disposaient de très peu de noms, mais ils avaient beaucoup de matériel photo et vidéo. Beaucoup de journalistes ont également donné leurs images. Globalement, la presse s'est vraiment fait le bras droit de la police en donnant des données et en publiant ces photos.

Cette traque est une grande première. Dans les années 70, la police allemande traquait des groupes armés, et on parlait de 20 ou 30 personnes recherchées publiquement pour des actions politiques armées, avec des attentats politiques à la bombe. Et là on parle de gens qui auraient peut-être, à un moment, jeté un caillou ou une bouteille.

Les perquisitions se sont poursuivies, on arrive à une soixantaine actuellement. La police dit qu'il y aurait presque 3500 procédures en cours. Les flics stockent et traitent beaucoup de matériel et de données, ils tentent d'effrayer la contestation et de maîtriser le discours en collaborant intensément avec une presse et des journalistes très peu critiques.

Avec la fermeture d'Indymedia Linksunten, une des plateformes centrales de la contestation radicale de gauche et anarchiste avait disparu par voie administrative. Nous avons perdu l'un de nos moyens d'échanger, de nous organiser, d'analyser ce qui s'était passé, mais aussi de contrer la propagande mise en place.

Tout ce traitement médiatique est comparable à ce qu'on voit en France : des manifestations avec des violences policières monstrueuses, et des discours qui disent que de méchants black block auraient malmené l'ordre. Nous avons à faire à une violence capitaliste terrible, contrecarrée par quelques émeutes ponctuelles, et l'ordre néo-libéral se défend en dénonçant les extrêmes qui

menaceraient la démocratie... Ce sont clairement les dirigeants du G20 et leur appareil juridique et administratif qui sont à l'origine de la fin de la démocratie.

### **Peux-tu revenir sur la série de perquisitions qui ont traversé l'Europe le 29 mai ?**

Au début du mois de mai, le « SoKo Black Block » - c'est la commission spéciale de la police de Hambourg qui traite les données liées au G20 – a lancé une deuxième traque publique en publiant une autre centaine de photos, et en annonçant qu'elle allait maintenant passer à l'échelle internationale.

Le 29 mai dernier, les procureurs d'Hambourg ont ordonné des perquisitions internationales en France, Espagne, Italie et Suisse. Je crois que ce sont 8 ou 9 lieux qui se sont faits perquisitionner par la Guardia civile, les carabinieri, les flics français et suisses.

Cette offensive a été accompagnée de la sortie d'un documentaire sur la première chaîne allemande, qui s'intitule "la violence noire" et qui enquête sur l'activité du méchant black block qui aurait brûlé la moitié de la ville d'Hambourg. Dans ce documentaire, on voit la police du "SoKo black block" qui retrace les activités de manifestant·es ou d'activistes au matin du 7 juillet, dans le quartier d'Altona où ont brûlé une série de voitures et où des magasins ont été attaqués. Les flics présentent la coordination du travail international et surtout leur innovations techniques comme la biométrie. Ils parlent d'une recherche qui se servirait d'ordinateurs capables de reconnaître des visages, en y plaçant des points laser à différents endroits. Toute cette propagande a surtout pour but de créer un effet psychologique parce que ça fait super peur. Ils affirment : "On vous aura tous".

À ma connaissance, c'est la première fois qu'il y a des perquisitions aussi importantes, à une échelle internationale. Le procureur allemand a réussi à rendre légitime le fait de rechercher dans 5 pays européens des personnes accusées d'avoir simplement participé à des émeutes.

La répression a franchi un nouveau stade, par sa durée, par ses innovations technologiques et pour sa dureté. Juridiquement, on a aussi clairement vu qu'on n'avait pas à faire à une justice impartiale. Beaucoup de jugements vont bien au-delà de ce qu'on avait connu. Des personnes ont été condamnées à 2 ou 3 ans de prison ferme pour de simples jets de canette de bière, qui ne représentaient aucun danger réel pour les personnes.

Je pense qu'ils n'ont pas assez de preuve pour incriminer des gens pour des délits plus importants. Mais ils disent rechercher des personnes qui auraient mis le feu à des barricades, et risquent 5 ou 10 ans de prison ferme, et on a peur que de nouveaux jugements arrivent dans les mois qui viennent.

La pression est très grande sur leur tentative de traque internationale, parce que je crois que la plupart des gens n'ont pas été d'accord avec la manière dont s'est tenu le sommet. À Hambourg l'ambiance était vraiment contre la police, les citoyen·es de la ville n'étaient pas content·es que le sommet ait lieu là-bas, dans le centre et à côté des quartiers alternatifs. La police d'Hambourg a tellement échoué à maintenir l'ordre qu'il lui faut maintenant réussir sa traque pour démontrer que son travail peut quand même être efficace, même si c'est après-coup. C'est pour ça que nous avons peur pour les personnes qui sont recherchées, parce que le procureur de Hambourg va devoir prouver qu'ils ont enfin trouvé les méchants terroristes dont ils parlent depuis des mois.

En France on a très peu parlé de ces perquisitions, parce que les flics n'ont pas trouvé les personnes qu'ils recherchaient, même s'ils ont quand même procédé à des perquisitions. On a su il y a quelques jours qu'une personne concernée est partie en cavale, et qu'elle n'est pas trouvable à ce jour. C'est vraiment un échec pour la police française, on parle d'une affaire internationale et les flics n'ont pas été capable d'arrêter un manifestant, c'est la honte pour eux. Ils débarquent avec l'armée et ils échouent, Collomb et les politiciens n'ont pas du tout intérêt à communiquer là-dessus.



Mais il faut quand même s'attendre à ce que ces traques continuent. On souhaite aux ami·es de s'en sortir, et on oublie pas que l'échec de l'État allemand et de la police durant ce G20 reste puissant.

### **Est-ce que tu peux nous expliquer brièvement l'organisation de cette traque européenne ?**

La « SoKo black block », dans ses conférences de presse, a divisé les différents "éléments" du sommet dans des complexes. Cette vague de perquisitions internationales concerne le complexe "Elbchaussee" - qui désigne l'action du 7 juillet au matin, dans la rue de Elbchaussee dans le quartier d'Altona. [2] Différents délits sont évoqués comme la mise à feu de bâtiment ou des jets de cocktails molotov sur Ikea - cette marque suédoise qui exploite le travail forcé des prisonnier·es pour produire ses meubles. Aucune personne n'a été mise en danger, mais comme les délits évoqués sont beaucoup plus gros que pour d'autres moments du sommet, les procureurs d'Hambourg font pression politiquement pour impliquer d'autres nations dans leur traque.

La seconde série de photos a été communiquée aux journalistes espagnols et italiens, et en Espagne les photos des personnes recherchées ont été publiées dans les journaux.

Dans le documentaire dont j'ai déjà parlé, on voit que la SoKo black block et le procureur d'Hambourg coordonnent les polices du canton de Zurich en Suisse pour perquisitionner un espace autogéré à Bremgarten, communiquent directement avec les carabinieri et avec les flics espagnols et français. À Bremgarten, 150 flics armés jusqu'aux dents ont débarqué pour arrêter une personne qui aurait peut-être été présente à une des manifestations ciblées par les recherches. Il y a un mandat d'arrêt européen contre la personne recherchée en France.

Bien sur, tout ça implique des États très convaincus. Des moyens énormes sont mis à disposition par les États suisse, espagnol et français, et je crois que c'est sûrement par solidarité avec ce minable État allemand qui a totalement échoué dans sa gestion du sommet.

### **Est-ce que cette traque internationale fait écho à un discours sur les "sauvages venus d'ailleurs" ?**

Bien sur, le traitement des émeutes est en général très xénophobe, même dans de toutes petites villes, les méchants casseurs sont toujours venus d'ailleurs. Ce sont de vieilles stratégies de communication qui cherche à faire peur en s'appuyant sur la xénophobie ambiante. Quand la menace vient d'ailleurs, on peut débloquer beaucoup plus de moyens répressifs. À Hambourg, en amont, pendant et après le sommet, on nous parlait de milliers d'autonomes qui allaient venir de toute l'Europe, et surtout du sud.

Bien sur que des gens viennent de partout pour des contestations qui sont effectivement internationales, mais on joue sur le stéréotype du méchant inconnu venu d'ailleurs dont on ne parle pas la langue et qui mettrait la ville à feu et à sang. On utilise la peur pour ne pas parler du fond. On ne parle pas des violences policières qui sont elles aussi internationales, puisque les flics aussi viennent de plus en plus d'ailleurs. Des flics autrichiens sont venus à Hambourg avec leurs mitraillettes. Des flics allemands se sont déployés en Suisse ou en France pour les perquisitions. Le 20 septembre, le sommet sur la sécurité en Europe va se tenir à Salzbourg en Autriche, et on pense que ce sera le match retour pour certains flics bavarois qui seront déployés là-bas.

Moi j'ai pas trop peur des activistes internationaux qui se soutiennent d'un pays à l'autre, mais j'ai vraiment peur d'un État policier européen qui rend possible une coopération à tous les niveaux - administratif, juridique, répressif, exécutif – et où des flics se déplaceraient de Stockholm à Athènes. Et si une insurrection avait lieu dans un pays, on aurait des milliers de flics venus de tous les pays, sans aucune frontière, parfaitement légaux et déjà légitimes d'être venus d'ailleurs pour écraser une émeute. [3]

D'un coup, l'État autoritaire apparaît tout à fait internationaliste et ouvre les portes à toutes personnes pourvues d'une mitraillette, d'un casque et d'un uniforme.

### **Tu parlais du soutien que tu voudrais voir émerger envers les personnes réprimées, à quoi tu penses ?**

Le soutien politique peut avoir beaucoup de facettes, et je me suis rendu compte en subissant la répression que même de petits gestes peuvent être très précieux. C'est important d'agir et c'est beaucoup mieux de distribuer quelques tracts, d'accrocher une banderole, de faire une soirée d'information ou une émission radio, que de ne rien faire. Bien sûr qu'il faudrait que tout le monde soit dans la rue, mais il ne faut pas penser que les gens qui subissent la répression ne sont pas touchés par les petits gestes. Il faut aussi rassembler du fric, les gens en taule en ont besoin, il y a des structures qui les aident, des collectifs antirep'. Si vous avez des thunes, il faut bien sûr leur en donner, mais tout genre de geste peut être bon.

Le 25 août, ça fera un an que de grosses perquisitions ont eu lieu. On peut s'y référer pour exprimer de la solidarité, même symbolique, pour les gens qui se sont engagés dans la rue.

Et la semaine prochaine il y a aussi un procès pour "éloge du crime" contre des personnes qui auraient soutenu médiatiquement les émeutes, c'est aussi une occasion à saisir pour être solidaires. La question de la censure est de plus en plus inquiétante, partout en Europe. Beaucoup de nouvelles lois sont en train de passer, sur la censure des grands réseaux sociaux en Allemagne, comme en France sur les fake news qui va permettre de s'attaquer aussi aux avis divergents. Nos sociétés croient beaucoup au mensonge démocratique qu'on leur livre, et ne voient pas qu'il y a de la censure. L'interdiction d'Indymedia Linksunten, et les procès pour éloge du crime en sont maintenant de très bons exemples. Il va falloir lutter sur ces questions pour empêcher que bientôt nous n'entendions que la police nous parler au 20h. Et ça commence par continuer de s'exprimer, dans tous les médias dont nous disposons.

---

### **Notes**

[1] Il faut dire que l'armée avait été employée ; des commandos spéciaux avec des mitraillettes avaient stoppé des manifestant·es le soir du 7 juillet.

[2] Une partie des personnes arrêtées en décembre étaient inculpées pour l'action de Rondenbarg, un autre complexe qui concerne une action où des jeunes ont été défoncés par la police. Mais on pense qu'il n'y a rien à prouver contre eux, c'était une action loin du centre, c'était pas une émeute et c'est la violence policière qui a primé. Oser une action internationale sur ce complexe aurait été absurde, et les procureurs européens n'auraient pas soutenu des poursuites contre des gens qui se sont faits tabasser pour rien.

[3] Dans [son témoignage](#), une personne recherchée en France explique que les flics allemands étaient accompagnés de flics français chargé d'enquêtes liées à la lutte anti-nucléaire de Bure, et qui ont profité de la perquisition pour charger leur propre dossier.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **le mans**

## Le Mans : Des courants d'air à la permanence du député LREM

France Bleu / vendredi 22 juin 2018



Des éclats de verre jonchent le sol de la permanence de Damien Pichereau. Une des vitrines a volé en éclat, les deux autres portent les stigmates d'une nuit agitée. » Le député a été prévenu hier peu avant minuit » explique Auriane Rezé-Duclos, la collaboratrice de Damien Pichereau, présente sur place ce vendredi matin. » On a vu la permanence dans un meilleur état » dit-elle avec humour. » Il n'y a pas mort d'homme heureusement ».

Mais les dégâts sont suffisamment importants pour que l'équipe du député porte plainte. « Ce que l'on sait, pour le moment, c'est que le ou les individus n'ont pas été interpellés. Selon les policiers, qui sont intervenus rapidement, ils auraient utilisé des barres de fer pour casser la vitrine. Acte de vandalisme gratuit ou politique ? [quelle est la différence ? NdAtt.] Impossible de le dire pour le moment ».

This entry was posted in [Antiélectoral](#) and tagged [Damien Pichereau](#), [Le Mans](#), [LREM](#), [Sarthe](#). Bookmark the [permalink](#).

## **lille**

## Lille : Stop au spécisme – épisode 4

La VDN / jeudi 21 juin 2018



Nouvelle action de militants vegan contre un commerce, à Lille. Cette fois, ils ont visé une rôtisserie, dans la nuit de mercredi à ce jeudi. Il s'agit de 3 Coqs, rue Gambetta à Wazemmes. Le mode opératoire est toujours le même : un tag « stop au spécisme » et des jets de pierres contre la vitrine. De quoi écœurer Alexis, le responsable des 3 Coqs : « Arriver le matin et voir ça, c'est un peu les boules, surtout le jour de mon anniversaire. Qu'on ne soit pas d'accord avec ce qu'on vend, c'est une chose. Mais venir embêter des gens qui travaillent pour gagner leur vie, ça m'énerve. »

L'établissement reste néanmoins ouvert : « Je ne veux pas donner la satisfaction de fermer à ces gens-là. J'espère qu'ils se feront choper. »

Juste à côté, la poissonnerie [Au Petit Mousse](#) garde les stigmates d'une précédente attaque : la vitrine sera changée début juillet et un rideau métallique sera installé. Depuis la mi-mai, une [boucherie de la rue Esquermoise](#) et [le restaurant Canard Street](#), rue de Béthune, ont eux aussi été vandalisés.

Une enquête est en cours à la Sûreté de Lille pour ces différents faits. Personne n'a encore été interpellé.

This entry was posted in [Liberté animale](#) and tagged [Lille](#), [Nord](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Lille, France : Les distributeurs de cinq banques à la masse – 18 et 19 juin 2018**

Après le bureau de police de Vauban, place Philippe-de-Girard, passé à la peinture **le 13 juin** (avec un tag « vous avez du sang sur les mains »), d'autres tags ont fleuri le 18 juin à Lille sur le bâtiment de sciences-po et la Porte de Roubaix, pour Selom et Matisse, deux jeunes décédés après une collision avec un TER, le 15 décembre dernier à Lille.... Mais on notera aussi que le 19 juin, sans qu'il y ait forcément un lien, des distributeurs de billets de cinq banques ont été fracassés rue du Faubourg-de-Roubaix, avec des A cerclés à côté, dont un tag disant « Ni Dieu ni maître ni banquier ».

## **lyon**

## **Lyon : CRS et Grand Hôtel-Dieu prennent un peu de couleurs, mais pas grâce aux récupérateurs !**

*Le Progrès / samedi 16 juin 2018*

A peine restaurée, déjà souillée. D'après nos calculs, la blanche façade du Grand-Hôtel Dieu est désormais criblée d'au moins une trentaine de grosses taches roses et noires sur 50 mètres. Il était 17 heures, ce samedi, lorsque, sous nos yeux, **une pluie de sachets remplis de peinture s'est abattue sur des CRS postés devant le bâtiment**, près de l'angle avec la rue de la Barre. Ces projectiles ont été envoyés par des individus présents dans un **cortège homosexuel et anticapitaliste, sans lien avec la Marche des Fiertés organisée par la LGBTI de Lyon** qui « suivait » à 500 mètres derrière (20000 manifestants et aucun incident). Selon nos constats, les projectiles visaient parfois directement les CRS, et parfois, les murs du Grand Hôtel-Dieu, l'un des sites phares de l'histoire de la ville de Lyon.



This entry was posted in [ACAB](#), [Contre le patriarcat](#) and tagged [Lyon](#), [Rhône](#). Bookmark the [permalink](#).

## **24 juin 1894 à Lyon : Caserio poignarde le président de la république française Sadi Carnot**

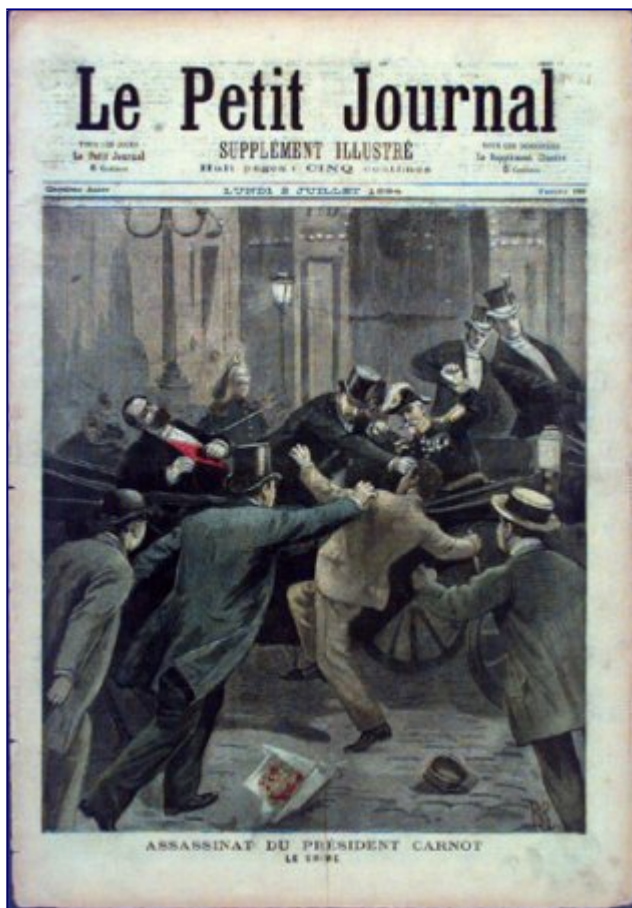
### **L'attentat**

« On venait de dire qu'il était 9 heures 5, tout le monde commençait à s'agiter. Il n'avait passé qu'une seule voiture fermée, arrivant au grand trot de l'Opéra à la Bourse pour repartir aussitôt en sens inverse. Enfin on a entendu la Marseillaise. Tout d'abord ont passé vite, pour assurer la liberté de la voie sur la rue de la République, quatre cavaliers de la garde républicaine. Puis il est venu à tout petits pas des militaires à cheval par peletons de cinq files de quatre ou à peu près. Après la première troupe, un cavalier tout seul tenait sa trompette sans en jouer. Puis un second peleton comme le premier. Enfin la calèche découverte du président de la République, dont les chevaux avaient leur tête à trois pas environ de l'arrière du dernier peleton.

Au moment où les derniers cavaliers de l'escorte passaient en face de moi, j'ai ouvert mon veston. Le poignard était, la poignée en haut, dans l'unique poche, du côté droit, à l'intérieur sur la poitrine. Je l'ai saisi de la main gauche et d'un seul mouvement, bousculant les deux jeunes gens placés devant moi, reprenant le manche de la main droite et faisant de la gauche glisser le fourreau qui est tombé à terre sur la chaussée, je me suis dirigé vivement mais sans bondir, tout droit au président, en suivant une ligne un peu oblique, en sens contraire du mouvement de la voiture.

J'ai sauté sur le marche-pieds et appuyé la main gauche sur le rebord de la voiture, et j'ai d'un seul coup porté légèrement de haut en bas, la paume de la main en arrière, les doigts en dessous, plongé mon poignard jusqu'à la garde dans la poitrine du président. J'ai laissé le poignard dans la plaie et il restait au manche un morceau de papier journal.

En portant le coup, j'ai crié, fort ou non, je ne puis le dire : "*Vive la Révolution*". Le coup porté, je me suis d'abord rejeté vivement en arrière ; puis voyant qu'on ne m'arrêtait pas instantanément et que personne ne semblait avoir compris ce que j'avais fait, je me suis mis à courir en avant de la voiture et en passant à côté des chevaux du président, j'ai crié "*vive l'anarchie*", cri que les gardiens de la paix ont bien entendu. Puis j'ai passé devant les chevaux du président, et derrière l'escorte, me dirigeant sur la gauche obliquement pour tâcher de pénétrer dans la foule et de disparaître. Des femmes et des hommes ont refusé de me laisser passer, puis on a crié derrière : "Arrêtez-le". Un gendarme, du nom de Nicolas Pietri, m'a mis la main au collet par derrière, et j'ai été aussitôt saisi par une vingtaine d'autres. »



## Pourquoi ce geste ?

Le lendemain, la veuve de Sadi Carnot reçoit une photographie de Ravachol, expédiée par Caserio, avec ces simples mots : *"Il est bien vengé"*.

En effet, Ravachol, de son vrai nom François Koenigstein, un teinturier de 33 ans, est guillotiné à Montbrison le 11 juillet 1892 à la suite d'une série de délits et de crimes. Ravachol déclare lors de son procès : *« Voilà pourquoi j'ai commis les actes que l'on me reproche et qui ne sont que la conséquence logique de l'état barbare d'une société qui ne fait qu'augmenter le nombre de ses victimes par la rigueur de ses lois qui sévissent contre les effets sans jamais toucher aux causes. »*

Avant son exil en France, Caserio avait fait de la prison en Italie simplement pour avoir distribué des tracts anti-militaristes. Le contexte du moment est important. En effet, peu de temps avant que Caserio poignarde au foie le président de la République française, les gouvernements successifs, afin d'effrayer le petit peuple, n'ont alors cessé de "criminaliser" l'opposition sociale, les militants anti-autoritaires. Entre 1892 et 1894, ce sont **plus de 400 anarchistes** qui sont arrêtés par la police.

C'est la période où l'assemblée vote les **« lois scélérates »**, destinées à réprimer l'activité anarchiste, après qu'Auguste Vaillant ait lancé une bombe, le 9 décembre 1893, dans la tribune politique de la chambre des députés, pour protester contre la politique répressive du gouvernement Casimir-Perier. Quelques députés sont blessés. Auguste Vaillant, enfant de la balle, qui exerça vingt métiers, fut condamné à mort et guillotiné le 3 février 1894. Sadi Carnot avait refusé de le grâcier, tout comme il avait refusé de grâcier Emile Henry, anarchiste aussi, guillotiné le 21 mai 1894. Avant de mourir, Vaillant s'écrie : *"Vive l'Anarchie, ma mort sera vengée !"*

## La mort du président

Le président Sadi Carnot, touché en plein foie, a rapidement été transporté agonisant à la préfecture du Rhône. Il y est mort trois heures plus tard, dans la nuit. C'est là que de nombreux médecins et spécialistes lyonnais se sont disputés l'honneur d'être présents lors de l'autopsie, pratiquée dans la fièvre, pour sonder la plaie et constater le double sectionnement de la veine porte : Alexandre Lacassagne, Henry Coutagne, Antonin Poncet, Louis Ollier, Jean Lépine, Fleury Rebatel, Michel Gangolphe, Léon Fabre. Même Alexis Carrel, qui avait à peine 21 ans, a tout fait pour se faufiler et assister à l'agonie du président à la préfecture : on sait ce qu'il advint, un apologiste d'un racisme et d'un fascisme scientifique.

La mort de Sadi Carnot produisit une immense émotion dans le pays et fit la "une" de tous les suppléments illustrés. Cela donna lieu à un commerce important de portraits, reproductions, biographies, spectres du président défunt, et même de complaintes. A Lyon, des scènes de racisme vis à vis des Italiens se produisirent, Caserio étant Italien, et notamment le consulat d'Italie, rue de la Barre, ainsi que des commerces dont le nom avait une consonnance italienne ont été stupidement pris à partie. Le Maire de Lyon, le docteur Gailleton a dû intervenir pour les faire cesser.

Le corps fut ramené à Paris pour des funérailles solennelles à Notre-Dame. Le président fut inhumé au Panthéon le 1<sup>er</sup> juillet 1894 à côté de son grand-père Lazare Carnot.

*A Lyon, dans le quartier des Cordeliers, une rue porte désormais le nom du président Carnot. Avant qu'elle ne soit déplacée dans les jardins de la préfecture, et comme on aime bien inverser les choses à Lyon, sa statue trônait sur la place de la République, tandis qu'on sait que la statue de la République se trouve sur la place Carnot, qui honore son grand-père...*

## Sadi Carnot

François Marie Sadi Carnot est né à Limoges le 11 août 1837, et mort à Lyon le 25 juin 1894. Il est le fils d'Hippolyte Carnot (*ministre de l'instruction publique en 1848*), le petit-fils de Lazare Carnot (*le Grand Carnot, "organisateur de la victoire" en 1793*), neveu de l'autre Sadi Carnot (*le physicien, inventeur de la thermodynamique*). Il fut Député, Ministre, et Président de la République française de 1887 à 1894.

Ancien élève de l'École Polytechnique, créée par son grand-père, il entra à l'École des Ponts et Chaussées dont il sortira major en 1863. D'abord secrétaire adjoint au Conseil supérieur des Ponts-et-Chaussées, puis il fut nommé ingénieur en chef de la Haute-Savoie, où il conçoit et fait construire vers 1874, le fameux système de régulation de la sortie des eaux du lac d'Annecy, communément appelé « les vannes du Thiou ». Joyau technique et architectural, elles ont permis de remonter le niveau du lac (2.759 hectares) de 20 cm afin d'assurer aux usines un débit constant toute l'année, et 16 jours supplémentaires de débit à l'étiage.

Préfet de la Seine-Inférieure après la chute du Second Empire et élu député de la Côte d'Or en 1871, sous-secrétaire d'État aux Travaux Publics puis Ministre des Travaux Publics, il devient Ministre des Finances en 1886.

Suite à la démission de Jules Grévy, mis en cause dans le scandale des décorations, Sadi Carnot fut élu Président de la République le 3 décembre 1887. Le début de son mandat fut marqué par l'agitation boulangiste (il signa le décret mettant à la retraite d'office le Général Boulanger), par le ralliement de nombreux catholiques au régime républicain (1890) et les scandales de Panama (1892). Sadi Carnot prit l'habitude de multiplier les voyages dans les régions pour étudier les



problèmes locaux. A l'Elysée, il accepta de poursuivre la tradition de l'effacement du pouvoir présidentiel tout en usant de son rôle d'arbitre.

Le gouvernement de Casimir-Perier venait de faire voter les "lois scélérates" visant à réprimer l'agitation syndicale et anarchiste quand Carnot fut assassiné. La mort de Sadi Carnot entraîna le vote de lois encore plus répressives pour écraser le mouvement anarchiste et toute forme de contestation du pouvoir.

## **Santo Caserio**

Fils d'un batelier qui est décédé quand il était encore enfant, Santo Geronimo Caserio est né le 8 septembre 1873 à Motta-Visconti, en Lombardie, Italie, au sein d'une famille rurale très nombreuse. Ne voulant pas être à la charge de sa mère, qu'il aime beaucoup, il part à Milan, où il est apprenti boulanger dès 12 ans. Il dut quitter sa famille très tôt, tout en restant étroitement en contact.

Il devient anarchiste à une période où ces idées sont en accroissement en Italie, comme lors du procès de Rome, qui a lieu après l'arrestation de 200 personnes considérées comme anarchistes suite à la manif du 1<sup>er</sup> mai 1891. Santo crée même à Milan un petit groupe anarchiste "A pe" (c'est-à-dire *Sans rien*) avec lequel il distribue aux chômeurs du pain et des brochures devant la bourse du travail. En 1892, il est condamné à huit mois de prison à Milan pour distribution de tracts antimilitaristes lors d'une manifestation. Ses activités politiques lui valent une condamnation puis l'exil d'Italie. En tant que déserteur, il rejoint la Suisse, à Lugano. Ensuite il vient à Lyon le 21 juillet 1893, où il est portefaix pendant un moment. Puis, il trouve à exercer son métier d'ouvrier boulanger à Vienne, puis à Sète, à la boulangerie Viala. C'est dans cette dernière ville qu'il a l'idée d'accomplir "un grand exploit". Il n'est donc âgé que de vingt ans lors de son exécution.

## **La guillotine**

Après une instruction rondement menée de vingt-deux jours et un procès, le 3 août 1894, qui dépasse à peine une douzaine d'heures, quelques minutes de délibéré suffisent pour condamner à mort Caserio. Réfutant des influences qu'il aurait pu avoir, il est obligé, en pleine audience, de reprendre vertement son avocat d'office, Maître Dubreuil, qui dépeint la vie de Caserio "à sa façon". Déterminé, il dit devant le tribunal : « *Eh bien, si les gouvernements emploient contre nous les fusils, les chaînes, les prisons, est-ce que nous devons, nous les anarchistes, qui défendons notre vie, rester enfermés chez nous ? Non... Vous qui êtes les représentants de la société bourgeoise, si vous voulez ma tête, prenez-la !* ».

Il accueille sa condamnation à mort en criant : « *Vive la révolution sociale !* ».

Il écrit aussitôt une lettre à sa mère : « *Je vous écris ces quelques lignes pour vous faire savoir que ma condamnation est la peine de mort. Oh ! ma chère mère, ne pensez pas mal de moi ! Mais pensez que si j'ai commis cet acte, ce n'est pas que je sois devenu un malfaiteur, et pourtant, beaucoup diront que je suis un assassin et un malfaiteur. Non, parce que vous connaissez mon bon coeur, la douceur que j'avais lorsque j'étais auprès de vous ! Et bien, aujourd'hui encore, c'est le même coeur. Si j'ai commis cet acte, c'est parce que j'étais las de voir le monde aussi infâme.* »

.

Le recours en grâce sera refusé par Jean Casimir-Perier, le nouveau président de la République, plus ou moins forcé de prendre cette fonction, personne ne voulant de bonne grâce la prendre. Caserio monte sur la guillotine installée près de la prison Saint-Paul, à l'angle de la rue Smith et du cours Suchet, le 16 août 1894 à quatre heures et demie du matin. Sur l'échafaud, finalement, un instant avant de mourir, il lance en italien à la foule qui assistait de loin à l'exécution : « *Courage, les amis ! Vive l'anarchie !* ».

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## macon

### [Mâcon : Le distrib de la banque prend aussi quelques coups](#)

*Le Journal de Saône-et-Loire / Mercredi 20 juin 2018*

Trois jeunes ont été interpellés cette nuit place de la Barre, à Mâcon. **Ils étaient en train de renverser les poubelles et de commettre des dégradations, notamment au distributeur automatique de la banque.** Sur les trois jeunes, deux étaient mineurs et ont été remis à leurs parents. Le majeur, sous l'emprise de l'acool, a été placé en garde à vue et doit être entendu ce matin par la police. Ce dernier n'était pas connu des services jusqu'à présent.

This entry was posted in [Bouffe du riche](#) and tagged [Mâcon](#), [Saône-et-Loire](#). Bookmark the [permalink](#).

[PDF](#)

## moselle

### [Plappeville \(Moselle\) : L'église en feu, deux GAV](#)

*Tout-Metz / vendredi 2 juin 2018*

**L'église Saint Brigide de Plappeville a subi un début d'incendie le 21 juin 2018 à 17 heures 40. Deux départs de feu ont été détectés** par les pompiers dépêchés sur place. Un témoin a indiqué avoir vu deux jeunes sur les lieux en train de sauter le mur d'enceinte de l'édifice. Après avoir été interpellés à proximité de l'église et interrogés, les deux jeunes hommes ont avoué être entrés dans l'édifice par des vitraux cassés et avoir mis le feu à la nappe de l'autel, à l'armoire dans laquelle les livres de messe étaient rangés et à l'orgue. Les deux hommes ont été placés en garde à vue.

This entry was posted in [Anticlérical](#) and tagged [Moselle](#), [Plappeville](#). Bookmark the [permalink](#).

## paris

## Une défense collective, ça existe ! Dont acte.



publié le mardi 19 juin 2018 à 02:52 | **Le Groupe Légal de la Coordination anti-rep** |

Le 15 juin dernier 16 personnes devaient comparaître devant la 23e chambre du TGI pour avoir, certaines :

- « participé sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens. »

Ainsi que, d'autres avoir en plus :

- « pénétré ou s'être maintenues dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement scolaire sans y être habilitées en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ou y avoir été autorisées par les autorités compétentes, ... dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement ».

L'une d'entre elles était accusée également de « vol de tablette appartenant au lycée Arago » et quatre « d'avoir refusé le prélèvement ADN. »

Nous étions très nombreu.ses. devant le tribunal à manifester notre solidarité et également à vouloir assister aux procès, faute de pouvoir tou.te.s entrer dans la salle d'audience, filtré.e.s que nous étions par des gendarmes et des policiers qui comme d'habitude faisaient entrer les journalistes avant les soutiens. Le problème se pose aussi en termes de capacité d'accueil des salles qui sont toujours trop petites.

Sur proposition du juge-président les procès étaient organisés en deux parties.

Une première où devaient comparaître les personnes arrêtées durant la manifestation du 22 mai « sur la voie publique » et une deuxième où devaient comparaître celles arrêtées lors de ce même jour en fin de manifestation au lycée Arago.

Première partie pour les cinq interpellé.es pendant la manif :

Quelques 12 avocats sont là, toutes et tous debout, formant un bloc compact noir devant les juges et le procureur. Deux autres sont sagement assis.es Les cinq premiers prévenu.es sont appelé.es à se présenter à la barre pour entendre leurs chefs d'accusation. Ils ont été chacun.e interpellé.es séparément et à des moments et des lieux différents, mais le tribunal a décidé d'en faire « un dossier joint ».

Une avocate tente de faire disjoindre son client des quatre autres au motif que "lui, passait là par hasard et n'avait pas à se faire arrêter."

Le président s'embrouille un peu dans les dossiers, pressé qu'il est par les avocat.e.s. qui crient au scandale. Quelques passes d'armes entre les avocat.es et le procureur et une interruption de séance plus tard, le renvoi du procès des cinq est prononcé, puisqu'un des prévenu n'a pu se rendre présent ce jour là et que c'était un « dossier joint ». D'ici là tous les contrôles judiciaires d'interdiction du 12e, d'Île de France, ou de se rencontrer sont levés.

Rendez-vous le 4 décembre à 9 heures chambre 24.1 au TGI porte de Clichy.

Deuxième partie pour les interpellé.es du lycée Arago : cette fois-ci 11 personnes présentes sont concernées.

Une tentative de nullité va être présentée par la défense sur le fait que deux personnes (la proviseure et le gardien du lycée Arago) étaient cités comme témoins – ce que le président conteste en disant qu'il leur était « simplement demandé de bien vouloir venir »- sont absentes.

Une deuxième demande de nullité va être déposée par les avocat.es : Ielles plaident de n'avoir eu accès qu'à la seule partie concernant leurs client.es et ne peuvent donc avoir une vision globale des évènements que seul le Parquet possède.

Il y a eu ce jour-là 128 interpellé.es dont 102 à Arago pour les mêmes chefs d'accusation. Certain.es ont eu 24 heures de GAV, d'autres 48 heures. Certain.es ont été déféré.es, d'autres pas.

Certain.es ont été relaxé.es, d'autres ont eu un rappel à la loi.

Le tribunal n'en fait comparaître que 16 aujourd'hui et quelques autres fin juin, en juillet, en septembre et en octobre.

Pour pouvoir défendre efficacement leurs 16 et en tous cas leurs onze client.es, ielles ne peuvent le faire qu'en connaissant les raisons de ces différences de traitement et donc en ayant accès à l'intégralité des procédures de l'ensemble des interpellé.es. A nouveau quelques passes d'armes entre les avocat.es et le procureur et une interruption de séance plus tard, le tribunal rejettera ces deux demandes. Les onze prévenu.es sont donc appelé.es à se présenter à la barre pour entendre leurs chefs d'accusation.

Le président s'embrouillera à nouveau dans les dossiers, en oubliant d'en citer un, en en confondant deux pendant cinq minutes et en n'en retrouvant pas un autre dans son tas durant une minute.

Une deuxième demande de nullité fait son entrée, celle de « l'incompétence » du tribunal à juger ces affaires. Ielles plaident que « le délit politique » existe et qu'il ne peut être plaidé en chambre de comparution immédiate.

Après un bref rappel historique, les avocat.e.s veulent que les deux chefs d'accusation soient considérés comme politiques par nature -comme l'a considéré la Cour de cassation l'an dernier concernant la qualification de "participation à un attroupement". En ce sens que l'objet de « l'intrusion » est bien de contester un projet politique gouvernemental (parcours sup) et ne doit donc pas être jugé comme un délit de droit commun passible d'une comparution immédiate. Que le fait de sélectionner arbitrairement des personnes, en en interpellant 102 et en en faisant comparaître une vingtaine n'a rien d'à-politique et renforce l'idée qu'aujourd'hui la concentration de la justice sur « l'intention » en instrumentalisant le droit pénal - peu importe le résultat des peines- ce qui compte c'est le coup d'arrêt politique : ce qui est productif c'est la nasse, l'empêchement à manifester, les prises d'empreintes comme un moyen de maintien de l'ordre.

Et encore une fois, quelques passes d'armes entre les avocat.es et le procureur et une interruption de séance -cette fois-ci de près de une heure trente- plus tard, le tribunal rejettera aussi cette demande.

A l'annonce de cette décision, les avocat.es précisent immédiatement qu'ielles vont faire appel.

Le tribunal, après une dernière interruption de séance, lève tous les contrôles judiciaires et renvoie pour « appel » ... le 4 décembre. Il y a de fortes chances que cette date ne soit que « technique » et que ce jour-là, la cour d'appel ne soit pas prête. Les procès en appel seraient alors automatiquement renvoyés à une date ultérieure.

Que dire de plus qu'une défense collective vaut mieux que 16 défenses individuelles !

N'oublions surtout pas que deux des interpellé.es du 22 mai ont été placés en détention provisoire et n'en sont sortis que quinze jours plus tard pour l'un et plus de trois semaines pour l'autre. Ils vont comparaître le 29 juin à 13 heures 30 devant la 23e chambre.

C'est encore et toujours la même histoire. Nous ne pouvons qu'être un nombre important à venir les soutenir. Ne lâchons rien !

Le Groupe Légal de la Coordination anti-rep  
[stoprepression@riseup.net](mailto:stoprepression@riseup.net)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Prison de Fresnes : Les matons perdent encore des bagnoles**

20 Minutes / jeudi 21 juin 2018



**Quatre véhicules ont été détruits ou endommagés par un incendie criminel dans la nuit de mercredi à jeudi sur le parking du personnel de la prison de Fresnes (Val-de-Marne), a-t-on appris de sources concordantes. Selon les premières investigations, «l'engin incendiaire aurait été lancé depuis la rue surplombant le domaine à l'arrière de l'établissement», a indiqué la direction de l'administration pénitentiaire.**

«Le parquet prend l'affaire très au sérieux», «la police scientifique s'est déplacée» sur les lieux et l'établissement «a demandé au préfet de multiplier les rondes sur la zone pénitentiaire», a-t-elle ajouté. Les propriétaires des véhicules concernés seront aidés dans les démarches d'indemnisation par leur administration, selon la même source.

Des travaux de sécurisation sont actuellement en cours dans et autour de la prison, dont la mise en place de nouvelles clôtures, de filets antiprojection et de caméras de vidéosurveillance.

Le parquet de Créteil a dessaisi le commissariat de L'Haÿ-les-Roses pour confier l'enquête à la police judiciaire du Val-de-Marne. Dans la nuit du 30 au 31 mai, une dizaine d'individus cagoulés, repérés a posteriori sur les caméras de surveillance, avaient déjà mis le feu à plusieurs véhicules dans l'enceinte de la prison, a-t-on précisé de source judiciaire. Au moins trois véhicules et un scooter avaient été endommagés, selon une source proche de l'enquête, qui a été confiée au commissariat de L'Haÿ-les-Roses.

## **Fresnes, France : Les caisses de matons continuent de cramer.... (21 juin 2018)**

Après les attaques incendiaires de voitures de matons devant les prisons [de Fresnes](#) et [de Valence](#) il y a quelques semaines, une nouvelle s'est produite : jeudi 21 juin aux alentours 00h20, plusieurs véhicules de matons devant la prison de Fresnes ont a nouveau flambé, cette fois à l'aide d'un engin incendiaire jeté depuis la rue qui surplombe le domaine à l'arrière de l'établissement. Trois

véhicules ont été complètement carbonisés et une voiture a été endommagée par la propagation des flammes.

### **Les prisons en feu, les matons au milieu !**



[Reformulé de la presse, 21.06.2018]

## **Val d'Oise : La gendarmerie recrute des collabos**

*Le Parisien / vendredi 22 juin 2018*

Pour lutter contre l'insécurité en milieu rural, la préfecture et les militaires vont s'appuyer sur le réseau d'informateurs que sont les acteurs de la faune et de la flore.

« Y'a le bon chasseur, y voit un truc qui bouge, y prévient » écriraient aujourd'hui les Inconnus s'ils devaient rejouer leur célèbre sketch.

**Vendredi, les professionnels de huit associations et fédérations de chasse, de pêche et d'usagers de la forêt du Val-d'Oise étaient réunis à la maison de la pêche et de la chasse de Grisy-les-Plâtres pour signer une convention de partenariat avec la préfecture.**

Son objet ? impliquer les acteurs du monde de la faune et de la flore dans la création d'un **réseau de vigilance et d'information pour lutter contre l'insécurité et les infractions en milieu naturel.**

**Une sorte de « Voisins vigilants » à la sauce rurale en somme.**

« L'idée est d'organiser la sécurité en profitant des réseaux qui n'ont pas forcément été créés pour ça au départ », explique le préfet Jean-Yves Latournerie. « C'est la seule convention de cette importance en France, se félicite à son tour le colonel Thomas, commandant du groupement de gendarmerie du Val-d'Oise. On a besoin de leur aide pour rendre ces territoires plus sûrs. C'est grâce à eux qu'on va recréer le maillage qui existait autrefois entre les gendarmes et la population. »  
« Ils ont la connaissance du terrain et le sens de l'observation, ajoute Gilles Lafond, le chef d'état-major du groupement de gendarmerie. Sur certains territoires ruraux, notre activité s'est recentrée sur les zones les plus urbanisées. Ils auront des yeux et des oreilles dans des contrées plus

lointaines.»

Dans les faits, **chaque association et fédération nommera un ou plusieurs référents identifiés des gendarmes. Ceux-ci seront chargés «d’observer, d’alerter et de sensibiliser ». En cas d’urgence, ils devront immédiatement composer le 17** et ne pas intervenir par eux-mêmes. Une excellente initiative selon les signataires du document.

«Depuis des années, on relevait des infractions mais il n’y avait pas de suites, explique Jean-Luc Barrailler, président de l’association pour la gestion du grand gibier dans le Val-d’Oise qui déplore des problèmes de braconnage. Maintenant, on est sûrs que les informations seront traitées. » Pour Bernard Breton, le soutien de l’Etat est important. «Les pêcheurs sont constamment sur le terrain et ils voient des choses dans des endroits isolés comme lors de dépôts sauvages, explique le président de la fédération du Val-d’Oise pour la pêche et la protection du milieu aquatique, qui remplit déjà des missions de service public avec la lutte contre le braconnage et la protection des milieux aquatiques. Nos 5 000 pêcheurs sont répartis au sein de 20 associations qui ont toutes un ou deux garde-pêches formés à ce rôle de sentinelle. »

Reste désormais à rendre cette convention efficiente sur le terrain. « Le réseau ne fonctionnera que si les référents sont crédibles, prévient Jean-Luc Barrailler. Et pour les maintenir mobilisés, il faudra qu’ils aient un retour sur leur travail. »

On les appelle les Patrouilleurs du Vexin. Depuis décembre, la gendarmerie du Val-d’Oise expérimente un nouveau dispositif dans le Vexin. Quatre militaires sont détachés, quatre jours par semaine, pour aller à la rencontre de la population.

Leur mission ? Arpenter le Vexin et renouer le contact avec ses habitants afin de faire baisser le sentiment d’insécurité, désamorcer les conflits, remonter des informations, prendre en compte des phénomènes d’incivilité. Sur Auvers et Méry-sur-Oise, deux communes plus urbaines, les gendarmes ont adopté un système différent, mobilisant un gendarme de chaque brigade, deux ou trois fois par semaine, pour rencontrer les bailleurs sociaux, les gardiens d’immeubles, la population.

## roybon

### [Roybon \(38\): critique du tourisme !](#)

Le mois de juillet arrive et avec lui, les vacances s’annoncent prometteuses d’un nouveau souffle après une longue année de travail. Pourtant, à l’opposé de cette représentation que beaucoup se font des congés, la réalité paraît dans certains cas tout à fait différente. À Venise, Barcelone ou encore Marseille, une fronde contre le tourisme s’organise. Face à la multiplication des croisières et aux aménagements visant à attirer les clients, des manifestations s’en prennent aux excès du tourisme.

Opposants à un projet touristique, le Center Parcs de Roybon, nous souhaitons questionner non pas les excès mais l’origine et l’essence même du tourisme. Nous vous invitons à participer les 29, 30 juin et 1er juillet, à la maison forestière de la Marquise à Roybon, à des discussions, des ateliers, des projections, etc. sur le tourisme. Vous trouverez ci-dessous le programme du weekend.

---

#### **Programme :**

*Vendredi 29 juin*

18h – Courts-métrages publicitaires sur différents tourisms (de masse, Center Parcs, alternatifs, humanitaires, etc.)

18h45 – Discussion avec Jean-Philippe Descombes et Henri Mora (auteurs de la brochure « Tourisme, un marché du rêve et du divertissement »), et des rédacteurs de la revue *Nunatak* (dont le n°2, paru l'hiver dernier, est consacré en partie au tourisme en montagne)

20h30 – Repas de cantine

21h30 – Projection du documentaire « Venise, Barcelone, Dubrovnik : les ravages du tourisme de masse » – Discussion informelle

*Samedi 30 juin*

15h – Atelier d'écriture sur le tourisme et atelier de fabrication d'un fanzine à partir de découpages et détournements de magazines touristiques

16h30 – Rendu des ateliers – lectures – musique

17h – Présentation de la lutte contre Center Parcs, des revues *De tout bois*, *À Pierre fendre* et *Nunatak*, et de la brochure « Tourisme, un marché du rêve et du divertissement »

17h30 – Discussion avec Rodolphe Christin et Philippe Bourdeau (auteurs notamment de l'ouvrage « Le tourisme : émancipation ou contrôle social »)

20h30 – Pizza

21h30 – Courts-métrages publicitaires sur différents tourisms (de masse, Center Parcs, alternatifs, humanitaires, etc.)

22h – Projection du documentaire « Cannibal Tours » – Discussion informelle

*Dimanche 1er juillet* (programme à confirmer)

(à voir selon intervenants)

==> Discussion sur la frontière, le tourisme, la montagne (gens en liens avec les migrants et

témoignages d'habitants des montagnes et professionnels, quels ressentis du tourisme, quels liens)

==> Critique du tourisme et après

## roybon

### Ni feu ni froid ni flics ni fafs ne nous feront fuir

Ça y est !

L' état à effectuer ce qu'il n'avait pas pu faire ici jusque-là.

Sa démonstration de force. L'etat de droit par la violence armée. La domination par la terreur.

Domination qu'il peinait à démontrer sur cette de zone de lutte où il n'avait pas encore envoyé son bras arme , saccager, voler, humilier, soumettre, menacer, insulter et agresser les personnes et les constructions de la zone.

Ce jour-là, la police a appelé ça une « perquisition ».

Perquisition qu'elle justifie par l'agression de deux riverains,le matin-même, entre 5h30 et 7h00.

L' identité de ces personnes ait bien connue de la zone.

Elles y viennent en petit ou plus grand groupe saccager,voler,brûler,menacer,insulter et agresser les personnes et les constructions de la zone. Laissant même derrière elle le cadavre de notre ami chien. Comme preuve que les dominant-e-s et défenseurs-euses du pouvoir s' exprime toujours pas le me language.



Language qui termine sa phrase par la mise à mort.

Language qu'il est possible de ne plus subir.

Je vois, d'ailleurs, dans l'agression de ces personnes la volonté de ne plus subir.

Et je salue !

La police m'a pris mes sous. Elle a détruit ma serre. Elle a tué mes plante de weed et volée du matériel personnelle. Elle a maltraité et enfermée mes amies.

Et elle ne s'arrêtera pas là.

Les personnes agressées ont voulu m'attaquer dans la rue. Elles ont brûlé des véhicules et des bâtiments, sabotant des lieux de vies et laissant même derrière elles le cadavre de notre ami chien. Elles représentent, pour moi, au même titre que la police et l'état de droit la volonté de discriminer, maltraité et tué les différences et les minorités.

Symptômes d'une société patriarcale, raciste et spéciste , basée sur la domination et l'exclusion. Je crois en notre capacité à dire non. À refuser la domination et à vivre en dehors des tendances actuelles.

Je crois en mes camarades de lutte et aujourd'hui notre envie n'ait pas de nous cacher, de nous plaindre ou d'accepter la violence du pouvoir en place.

Mais bien de refuser le rôle de dominées, de faibles, d'exclues et de pauvres que l'on nous imposent.

Si cette violence me touche, elle me révolte plus qu'elle m'effraie. Elle me pousse plus à l'action qu'à l'abdication.

C'est dans une volonté de partager mon ressenti sur la domination que j'écris ce texte.

Pour ne plus l'accepter.

Que crève l'état patriarcale et ses sbires.

Pour la lutte!

Vive l'anarchie

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## suisse

### Déferlante de sabotages contre l'exploitation animale

#### **Suisse romande**

Depuis la fin février c'est une vingtaine de commerces -boucheries, restaurants, fast-foods et magasins de fourrure qui sont la cible d'actions nocturnes à Genève, Carouge et, ces derniers jours encore, à Nyon. Semaine après semaine ces lieux profitant de l'exploitation des animaux non-humains voient leur vitrines systématiquement brisées à coup de pierres [1], repeintes de slogans et parées d'autocollants [2].

C'est parfois jusqu'à six enseignes qui sont attaquées dans la même nuit. Le fonctionnement des commerces est perturbé, les frais engendrés sont lourds, l'image de marque en prend un coup et surtout tout le monde en parle. Les articles relatant ces actions de sabotage font la une des médias locaux. Il devient difficile d'ignorer la critique de l'exploitation animale.

La police est sur les dents, et arrive toujours trop tard. Elle annonce avoir identifié un suspect sur la base d'image de vidéos surveillance qui est interrogé et relâché le 21 mars, sans avoir répondu aux questions des flics [3]. Mais ce début de répression ne semble pas freiner l'entrain des saboteur-euse-s qui vont continuer de plus belle comme ielles l'avaient annoncé [4] : « Ces actions peuvent avoir lieu n'importe où, n'importe quand ». Et c'est ce qui arrive arrive en effet, puisque depuis le 21 mars, quatorze nouvelles attaques ont été répertoriées !

Mais que fait la police ?

La société patronale des bouchers charcutiers de Genève, inquiète, fait parvenir un courrier au conseiller d'État en charge de la sécurité et raciste de renom, Pierre Maudet, pour l'inciter à traiter ce dossier en priorité. Dans la même optique, une autre association patronale, la NODE, qui compte de nombreux membres parmi les petit-e-s commerçant-s, envoie des lettres pour pleurnicher et demander de l'aide auprès de Maudet ainsi que d'Olivier Jornot, politicien d'extrême droite notoire et actuel procureur général du canton de Genève.

Dans le canton de Vaud, le Grand Conseil vaudois vote en urgence une résolution de lutte face à « l'antispécisme radical ». Cette résolution est proposée par l'UDC qui essaie ainsi de récupérer politiquement le thème en parlant « d'attentats terroristes » et en alimentant la posture de victimisation adoptée par nombre d'éleveur-euses, de boucher-ère-s et par le lobby de la viande.

Un aspect intéressant et plutôt positif de l'écho produit par cette série de sabotages est le fait que les groupes romands actifs sur la questions de l'antispécisme qui ont pris position dans la presse ne se sont pas dissociés. Au contraire ils ont soutenus le concept également mis en avant par des saboteur-euse-s dans l'interview qu'ielles ont donné : Il est problématique que l'on se préoccupe plus de quelques vitrines brisées que de l'asservissement, de l'enfermement et du meurtre infligés à des milliards d'animaux chaque année. La violence se situe en fait derrière les portes des élevages et des abattoirs ! [5] Cette acceptation d'une diversité dans les tactiques de lutte accentue en fin de compte la pertinence et la force du propos commun. L'exploitation des animaux sous toutes ses formes est une réalité intolérable qu'il faut remettre en question de manière profonde.

Voici maintenant un petit survol chronologique de ces diverses action pour avoir une idée plus concrète de ce qui s'est fait :

### **23 février 2018 Genève**

Six commerces sont attaqués dans la même nuit dans le centre ville de Genève :

- « Sogood SA KFC »
- « Hall de la gare Cornavin »
- « Les Trulli »
- « Le Minotor »
- « Ates Kebab »
- « Noël Fourrure »

### **13 avril 2018 Genève**

La vitrine d'un commerce connu du canton – la « Grande Boucherie du Molard » – vole en éclats, ce qui suscite une forte couverture médiatique. Son patron porte plainte contre inconnu.

### **14 avril 2018 Genève**

C'est au tour de la « Boucherie de Champel » d'être caillassée. Deux pierres touchent les présentoirs réfrigérés à l'intérieur et une troisième laisse un impact contre la porte d'un frigidaire.

### **15 avril 2018 Genève**

Nouvelle casse dans le quartier des Grottes. Le boucher visé est Éric Muller, propriétaire de la « Boucherie des Grottes ».

### **2 mai 2018 Genève**

Le 2 mai, la « Boucherie Faure-Malan » aux Eaux-Vives, est attaquée. Des autocollants revendiquent l'acte. Les antispécistes dénoncent la supériorité des humains sur les autres espèces.

### **3 mai 2018 Genève**

Le « McDonald's de la Servette » est pris pour cible, son patron Xavier Maîtreperre, déclare « s'être déboîté l'épaule droite en nettoyant l'inscription « antispécisme » taguée sur la façade »[sic].

### **4 mai 2018 Lancy**

À Lancy, la « Boucherie des Palettes » et une charcuterie aux Communes-Réunies se réveillent avec des devantures vitrées caillassées. Avec cinq vitrines brisées, Francis Merle, patron de la Boucherie des Palettes, dépose une plainte et évalue le montant des dégâts à environ 20'000 francs.

### **25 mai 2018 Carouge**

Les militant-e-s antispécistes ciblent deux nouvelles boucheries cette nuit-là au centre ville de Carouge. Il s'agit de la « Boucherie-Charcuterie Boisson », à la place du Marché, et de la « Boucherie chevaline du Vieux-Carouge », à la rue Saint-Victor. Les deux commerces ont été caillassés et leurs vitrines brisées.

### **11 mai 2018 Genève**

La « Boucherie du Molard » est touchée pour la deuxième fois.

### **11 juin 2018 Nyon**

Cette fois-ci les attaques n'ont pas lieu dans le canton de Genève, puisque c'est à Nyon dans le canton de Vaud que quatre enseignes sont visées dans la même nuit :

- « Boucherie-Charcuterie la Côte »
- « McDonald's »
- « Restaurant le Bosphore »
- « Boucherie Gilles Pradervand »

## **Suisse allemande**

La Suisse allemande est aussi dernièrement confrontée à une explosion du nombre d'actions directes antispéciste. En effet, depuis la fin de l'automne dernier, de nombreux lieux et acteurs de l'exploitation animale sont touchés. Des expéditions nocturnes sont menées contre des universités, des élevages, des infrastructures de chasse, des publicités, un restaurant et ceci autant à la campagne que dans les rues de différents centres villes.

Les cibles et les méthodes employées, sont diverses et variées. En campagne des animaux sont libérés d'élevages dans lesquels ils ont détenus en attendant leur mise à mort, en ville les actions se font à coup de peinture, de slogans critiques et d'affiches, tandis que dans les forêts ce sont des miradors de chasseur-euse-s qui sont impitoyablement amenés à s'écraser au sol.

Les stratégies développées dans ce contexte donnent une moins grande impression de continuité - tant thématique que géographique- que les actions entreprises en Suisse romande et ont peut-être de ce fait un moins grand écho dans les médias bourgeois. D'un autre côté, ces interventions plus diffuses permettent de toucher à beaucoup plus de facettes de l'exploitation animale et s'ancrent dans un territoire plus vaste. De plus, et c'est un fait intéressant à relever, contrairement à ce qui s'est passé en Romandie les militant-e-s se sont ici emparé-e-s de la production de l'information et de la diffusion de leur discours de manière autonome, sans dépendre uniquement du filtre réactionnaire de la presse et des réseaux sociaux. Concrètement, l'ensemble des actions recensées ici concernant la Suisse allemande ont été au préalable relayées sur la plateforme d'information révolutionnaire et anti-autoritaire locale : [barrikade.info](https://barrikade.info) [6]. L'utilisation large de cet outil qui permet la publication ouverte d'articles a offert une caisse de résonance sans intermédiaire aux luttes antispécistes dans la région et a, apparemment, permis à une sorte d'émulation collective de se créer ; une action en motivant d'autres [7]

Et maintenant sans plus attendre la chronologie des faits :

### **24 octobre 2017 Zurich**

L'École polytechnique fédérale de Zurich (Eidgenössische Technische Hochschule Zürich, ETHZ) ainsi que le campus de l'université de Zurich ont été repeintes au cours d'une action de l'ALF (Animal Liberation Front) en résistance au nouveau projet d'expérimentation animale sur les singes mené par le Dr Mante et son équipe de recherche.

<https://barrikade.info/ETH-und-Campus-Irchel-Verschonert-490?lang=de>

### **5 décembre 2017 Berne**

Dans la nuit du 5 décembre un groupe d'ami-e-s s'est baladé dans les rues de Berne et a laissé derrière lui différents pochoirs et graffitis antispécistes et anti-autoritaire. Le thème de l'exploitation animale alternative et bio était particulièrement dans le viseur.

<https://barrikade.info/Tierbefreiung-statt-grossere-Kafige-620?lang=de>

### **29 janvier 2018 Zoug**

Libération de 14 lapins des cages dans lesquels ils étaient détenus. Le communiqué de l'action se termine par un appel : « Alliez-vous ! Constituez des bandes ! Libérez les animaux ! Pour la libération des animaux et des humains ! »

<https://barrikade.info/Tierbefreiung-in-Zug-782?lang=de>

### **Première semaine de mars Winterthur**

En réponse à l'appel du 29 janvier, cinq miradors (3 en bois 2 en métal) servant de poste de tir aux chasseur-euse-s ont été abattus [8]. Le communiqué de l'action donne quelques trucs et astuces utiles à celles et ceux qui voudraient faire la même chose et se positionne contre les cages et les prisons

<https://barrikade.info/Hochsitze-umgemaht-Animal-liberation-882?lang=de>

### **13 mars 2018 Zürich**

Inspirées par les actions précédentes à Zoug et Winterthur des personnes sont allées souiller de peinture le restaurant « Butchers Table ». L'action a lieu peu après l'inauguration de ce restaurant qui a sa propre boucherie intégrée et dont le propriétaire, Gregory Knie, fait la promotion dans une vidéo où il s'amuse avec une tête de cochon décapitée.

<https://barrikade.info/Butchers-Table-verschonert-904?lang=de>

### **15 mars 2018 Zollikofen (canton de Berne)**

Action graffiti dans un centre de recherche sur l'élevage des poules et des lapins à Zollikofen (Berne). Un des bâtiments a été graffé avec ce message : « plus de 50 millions de poules mises à mort pour le profit. Pas de paix pour les assassins des animaux. ALF ». Le communiqué donne de nombreuses informations sur la réalité de la production d'œufs et de viande de volaille en Suisse et se solidarise avec la lutte au Rojava et à Afrin.

<https://barrikade.info/Kein-Frieden-den-Tiermordern-910?lang=de>

### **1er avril 2018 Winterthur**

Action graffiti en résistance au cirque Knie faite dans l'enceinte du cirque. Communiqué signé par l'ALF (Animal Liberation Front).

<https://barrikade.info/Fre-Us-Free-Us-983?lang=de>

### **1er mai 2018 Roggliswil (canton de Lucerne)**

Ouverture d'une brèche dans la clôture de 2 mètres de haut d'un élevage dans lequel étaient enfermés une cinquantaine de cerfs et de biches [9] Action revendiquée par l'ALF.

<https://barrikade.info/Ausbrechen-1075?lang=de>

### **13 mai 2018 Lieu inconnu**

Sprayage de pochoirs « Human & Animal Liberation » sur des publicités spécistes.

<https://barrikade.info/Rage-statt-Massage-1103?lang=de>

### **24 mai 2018 Lieu inconnu**

Affichage contre une campagne publicitaire sexiste et spéciste de Migros pour la promotion de la consommation de viande et du barbecue. Les publicités sont recouvertes de manière sauvage par des affiches alternatives qui prennent le contre-pied des affiches d'origines de Migros qui montrent un homme portant un morceau de viande sur un plateau avec le slogan « lorsque les hommes portent du rose ». <https://barrikade.info/Plakatieren-gegen-Grillitarier-mach-mit-1124?lang=de>

## **vallée**

### **Compte-rendu de la frontière de Montgenèvre : entre convocation à la PAF et refoulements**

#### **– Exemples de répression quotidienne**

L'autre nuit, la PAF a tabassé un garçon qui suppliait de ne pas être rapatrié en Italie.

La police refoule aussi toujours plus fréquemment les mineurEs, souvent en leur mentant sur la destination finale du trajet en camionnette, qui les déporte inexorablement en Italie.

Gendarmes et policièrEs patrouillent sur les chemins avec des quads, en vélo et à pied, menaçant souvent de tirer sur ceux qui cherchent à traverser cette frontière sans avoir la couleur de peau et les documents requis.

En parallèle, le terrain de golf est à nouveau ouvert. Le tourisme est de retour dans ces montagnes.

Pendant l'hivers, ces sentiers qui sont fréquentés de nuit par les "migrantEs" sont des pistes utilisées par des milliers de skieursEs ainsi qu'une destination touristique pour les riches. En été, ils se transforment en terrain de golf, à ce qu'il paraît propriété de Lavazza. La pelouse du terrain est bien entretenue, le "golf transformatalier", "18 trous à cheval sur deux pays!" comme illes l'appellent aussi. Ce terrain n'est accessible qu'à ceux qui peuvent payer. La frontière aussi a été privatisée. Elle est répartie entre les forces de l'ordre et les multinationales.

### – Premier épisode

Marcher dans les bois entre Claviere et Montgenèvre est dangereux: on risque d'y rencontrer des personnes mal intentionnées sur les chemins, comme un gendarme à vélo qui te barre la route. Il y a peu, trois amiEs qui se promenaient dans cette montagne militarisée ont été interpelléEs pour un contrôle d'identité. L'une d'elleux n'avait pas de documents sur elle. Le gendarme à bicyclette a appelé des renforts et les trois amiEs ont été embarquéEs dans la camionnette qui les a emmenéEs à la PAF (police aux frontières) pour vérification. D'abord, les flics ont essayé de leur mettre la pression en disant que leur intervention faisait suite à une dénonciation: quelqu'un aurait vu nos trois amiEs marquer les chemins à l'aide d'une bombe de peinture. Une fois arrivés au poste, illes ont été fouilléEs, mais rien n'a été trouvé, ni sur elleux, ni dans les sacs à dos. ToutEs trois ont été relachéEs avec une convocation à la PAF en audition libre pour "suspicion d'aide à l'entrée et au séjour de personne étrangère".

Cette arrestation rentrerait dans le cadre d'une enquête plus large, ouverte pour aide à l'immigration clandestine, chef d'accusation auquel il semble que le sympathique procureur de Gap soit particulièrement attaché. Il est évident que la volonté du procureur et de la police des frontières est de mettre un coup de pression. Pendant ce temps là, ceux qui cherchent à traverser continuent de se perdre en montagne, en passant des heures dans le bois pour échapper aux forces de la police. Au moins trois d'entre elleux sont déjà mort.

### – Deuxième épisode

Une voiture avec trois personnes à son bord est arrêtée à quelques centaines de mètres de la frontière par un jeune fort mal en point, qui se déclare très malade et a besoin d'aller à l'hôpital. Il demande à être amené à la PAF pour être pris en charge par le système français, en tant que mineur non accompagné et en très mauvais état de santé (la loi française prévoit en effet la prise en charge par l'Etat de n'importe quelle personne présente sur le territoire qui se déclare mineur non accompagné). Sa condition physique est visiblement critique. Le jeune homme peine à parler et même à s'asseoir. Il affirme ne pas avoir été soigné dans le centre d'accueil italien. Les trois personnes l'emmènent à la PAF où elles disent que le jeune homme doit aller à l'hôpital et qu'il est mineur. Les policiers le font descendre et entrer. Puis, une par une, les trois personnes sont interrogéEs, après qu'on leur ait donné le choix entre une "audition libre" immédiate et une garde-à-vue, pour aide à l'immigration clandestine. De fait, toutEs trois sont retenueEs trois heures et demi durant: interrogatoire et coups de pression. Ils repartent avec un rendez-vous pour le lendemain, donné à l'oral. Il semble que le procureur de Gap ait voulu ouvrir une enquête. Pendant ce temps-là, le jeune malade est plus ou moins interrogé, puis on lui dit qu'il sera amené à l'hôpital de Briançon. Il lui font signer un papier qu'il n'a même pas pu lire. Puis il le font monter dans une camionnette, avec deux autres mineurs. Ils croient tous qu'ils vont à Briançon, au lieu de quoi ils sont déposés sur la route, à l'entrée de Clavière, à la frontière italienne. La personne malade ré-essaie. Elle arrête une autre voiture, qui l'emmène à nouveau. Cette fois-ci, le conducteur a des compétences médicales et peut confirmer qu'il a sérieusement besoin d'être hospitalisé. Au lieu de ça, de nouveau il est refoulé à la frontière. Cette fois-ci, il semble que c'est la

prefète de la région en personne, contactée pour l'occasion, qui prend la décision de le refouler. Quelqu'unE l'amène à l'hôpital en Italie. Des medecins zélés appellent immédiatement les flics. Les carabinieri italiens le soumettent en premier lieu à un examen osseux, pour vérifier qu'il est bien mineur. Ils l'embarquent ensuite pour un contrôle d'identité. Fichage, photos, etc. Puis, le jeune est amené dans un centre pour mineur en basse vallée de Suse, et il est hospitalisé le lendemain à Turin.

### **Troisième épisode**

AucunE des six arrêtéEs ne s'est présenté à la convocation pour interrogatoire à la PAF. Illes n'avaient aucune intention de se présenter volontairement à un rendez-vous non obligatoire et potentiellement pas folichon avec la police, pour se faire assomer de questions et éventuellement retenir en GAV pour aide à l'immigration clandestine.

La PAF appelle sur les téléphones privés de certainEs des convoquéEs. Il leur est indiqué que s'illes ne se présentent pas rapidement illes finiront sur la liste des personnes recherchées. En pratique, illes les menacent de venir les chercher de force. Ce sont le procureur et la préfète qui souhaitent poursuivre les enquête et cet absurde théâtre répressif.

Quelques jours plus tard, la police se présente chez deux des trois amiEs et appellent l'un d'elleux au travail. Illes ont à l'evidence très envie de leur parler. Illes n'ont trouvé personne. Nous ne savons pas comment continuera l'histoire.

Le procureur et la préfète nous ont tellement pris en sympathie qu'ils souhaitent passer toujours plus de temps en notre compagnie. Et il semble qu'illes aient un dossier qu'illes enrichissent toujours plus, avec des photos de famille.

La répression envers ceux qui sont de passage et envers les solidaires continue. Mais la solidarité aussi. Des vos convocs, on en fera rien.

## **zad**

### **La Maison des chats sous tensions... #ZAD #NDDL**

Un des squats sur la zone à défendre. Un lieu radicalisante, veganisante, émancipatrice... très menacée depuis son ouverture, puis expulsée, puis attaquée, puis condamnée à la destruction, mais toujours occupée par des sensibilités diverses.

Un lieux chaque jour encore sous tensions et menaces par diverses forces autoritaire, dominantes et oppressives. Par l'état, des citoyens, des agriculteurs ou des occupants autoritairement fascistes. Tous les jours, les défenses du lieu collectivement libérée sont attaquées ou enlevées par les forces militaire ou des membres d'autres composantes du mouvement contre l'aéroport.